

16-III^{*}-37

1921

Ayuntamiento de Madrid

Negociado de Obras

CLASE Gran-Via

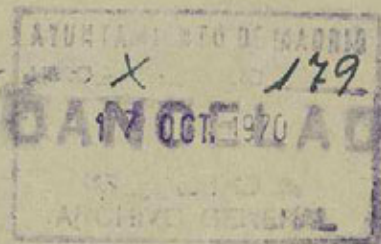
Expediente

promovido por D. Pantaleón Gamuza en representación de la Sociedad "Moderno París" para construir un edificio comercial en la manzana limitada por las calles de Pi y Suñer y Margall. Memoria y planos. Desengano y reforma de la finca n.º 2 y de la calle del Desengano.

(h-16)

EXPEDIENTE

Sr. Margall, 10.
Felad. Madrid - Paris
Licencia de Construcción



DOSSIER N° 62

16-111-37
(1)

GRAND MAGASIN

MADRID

SOCIÉTÉ MADRID PARIS

PLAN DU 100/-/01 (963)

ÉCHELLE DE 0.01 RM

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE N° 53

PLAN N° 88 - 1 PARIS LE 13.9.24

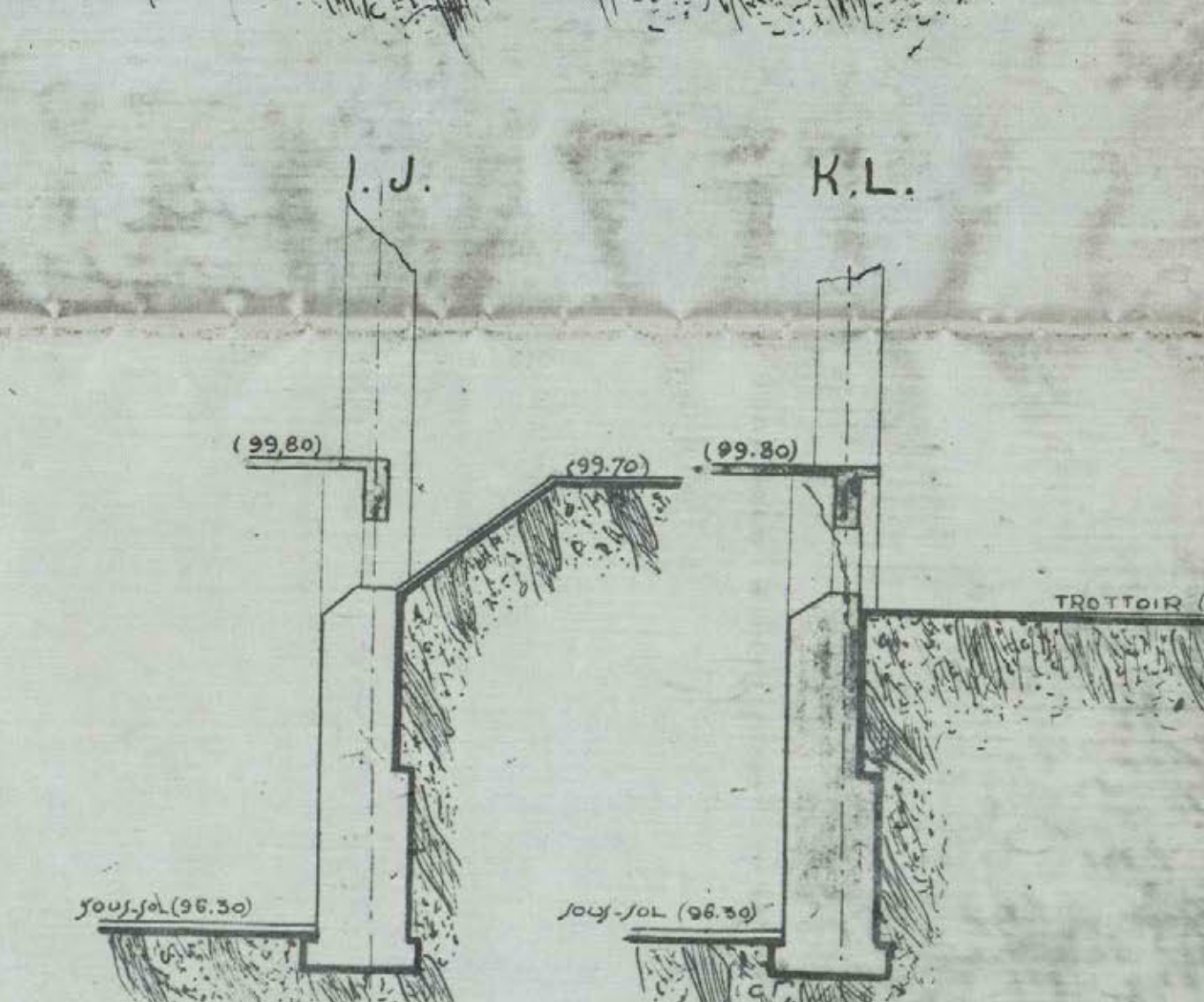
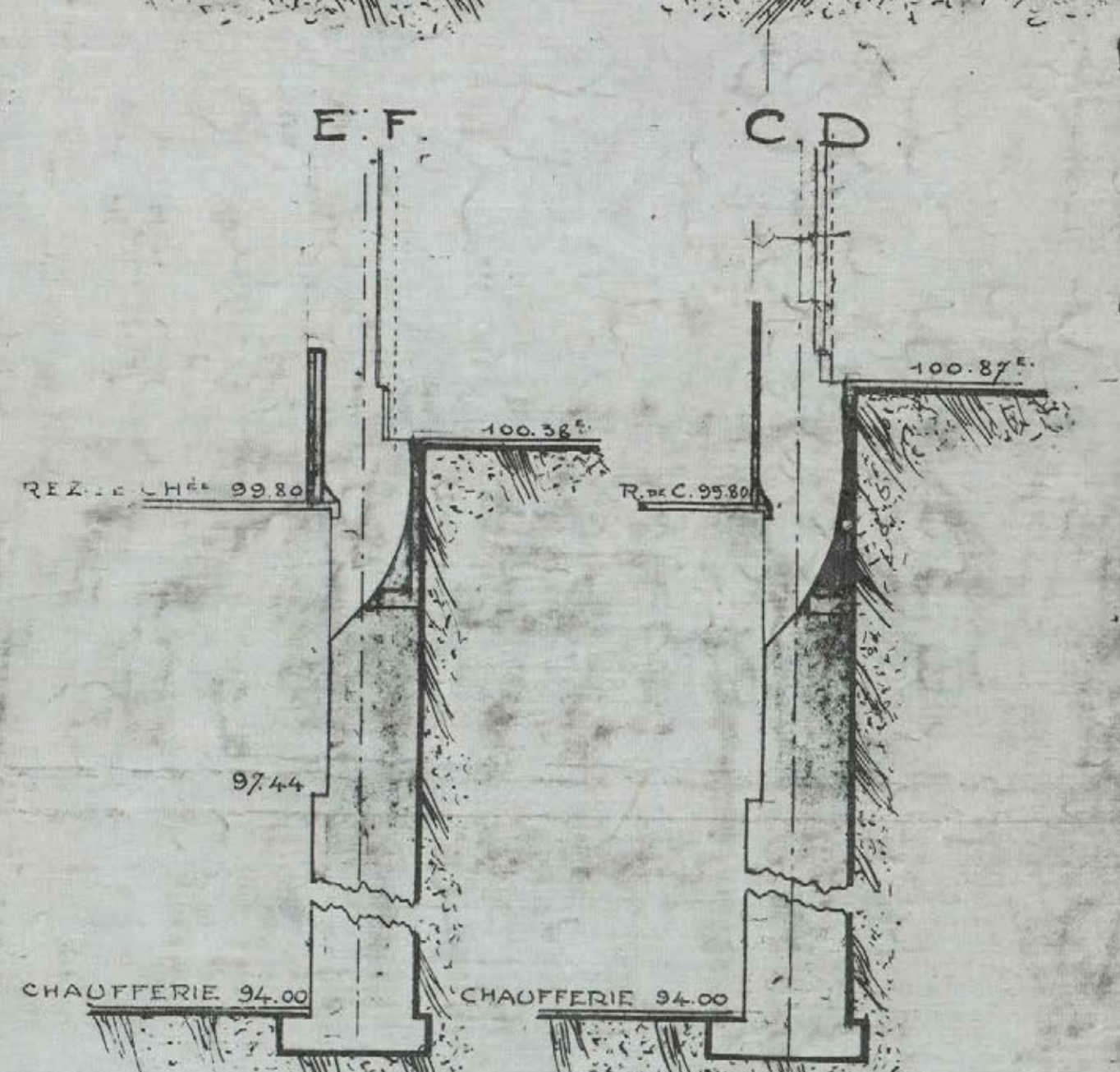
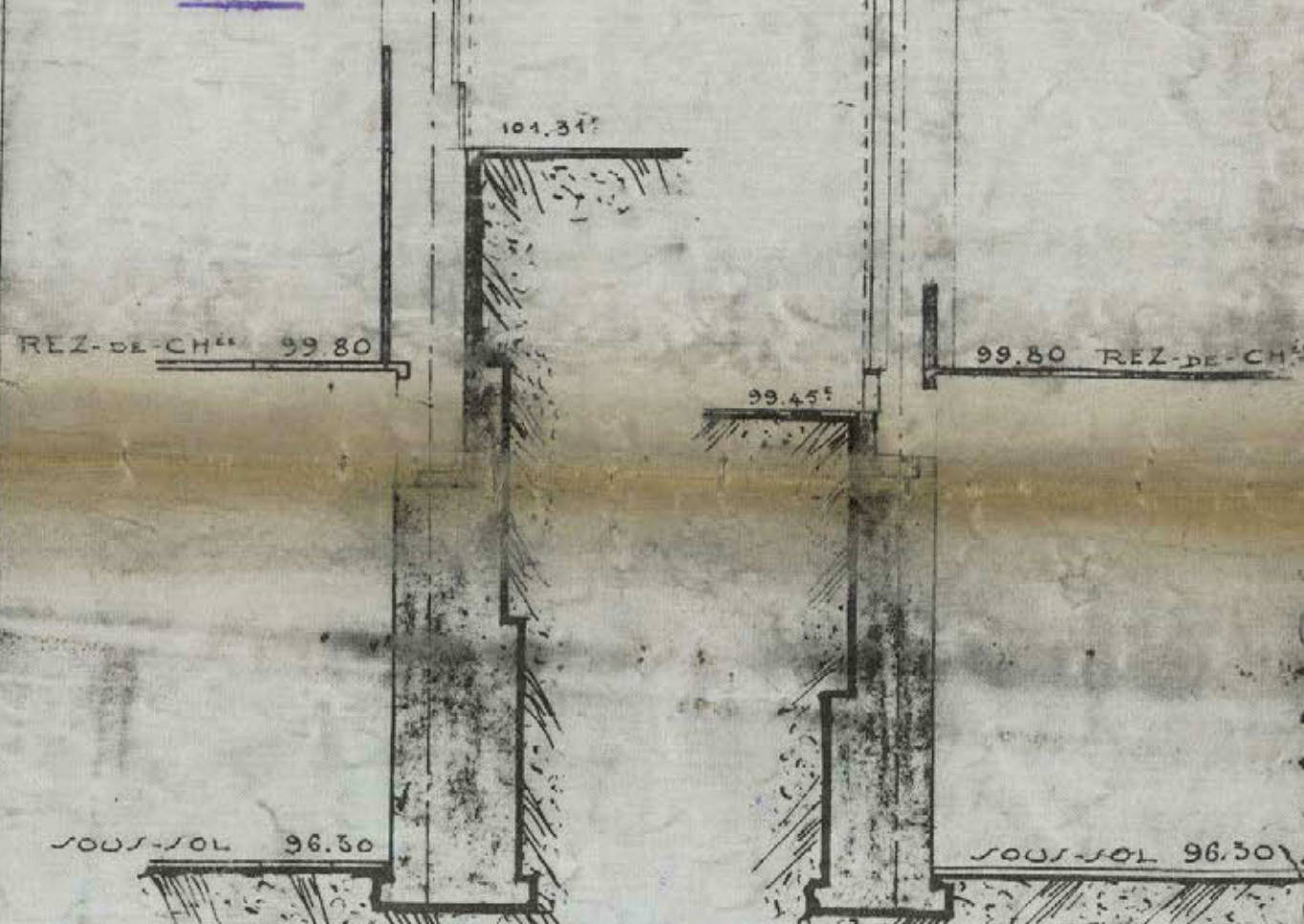
PLAN N° 88 - 2 PARIS LE 10.11.21

PLAN N° 88 - 2 PARIS LE 22.11.21

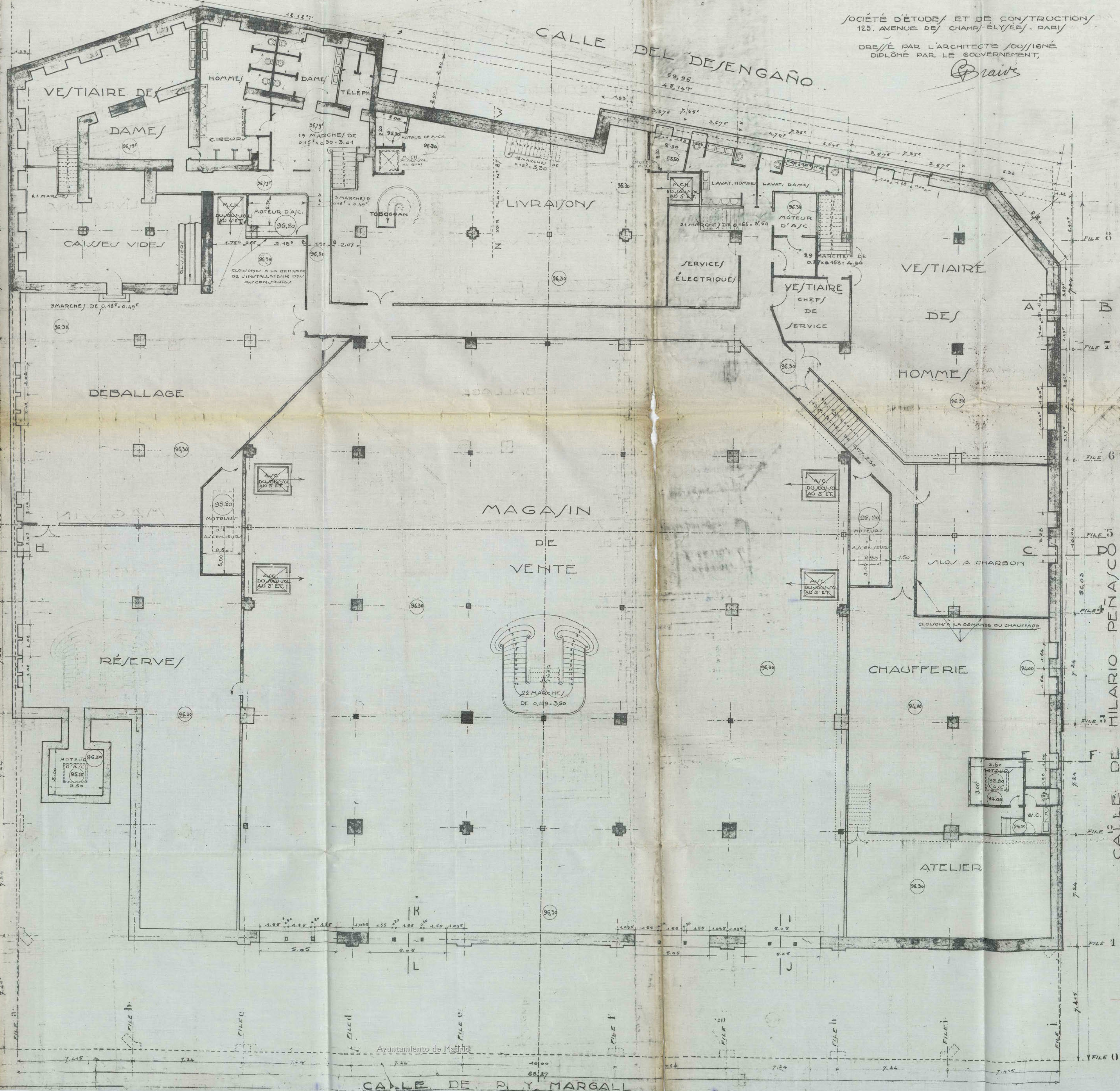
Commis
COUPES

ÉCHELLE DE 0.02 P.M.

REPORTA EN LA PROYECCION
DE LA
CALLE DE PRECIADOS
Y EN LA DE LA PLAZA DEL CAMAR
CON LA CALLE DE ALCALÁ
INDICANDO LA DIRECCION DEL PASADIZO



SOCIÉTÉ MADRID-PARIS
UN ADMINISTRATEUR



SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION
125, AVENUE DE CHAMP-ÉLYSÉE, PARIS

DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE 00/116
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

Grat

Ayuntamiento de Madrid

CALLE DE P. Y MARGALL

Architectural floor plan of a building complex, likely a school or administrative building, showing various rooms, courtyards, and a large central hall. The plan includes detailed annotations for elevations, dimensions, and structural elements. Key areas labeled include:

- REZ DE CHAUSSEE** (Ground Floor)
- MAISON B**
- ARRIVAGE** (Arrival)
- SERVICE DE RENDU** (Return Service)
- COUR** (Courtyard)
- BUREAUX DE LIVRAISON** (Delivery Offices)
- CAISSE EMBALLAGE** (Packaging Counter)
- POINTAGE** (Pointing)
- PALIER** (Landing)

The plan also shows a large central hall with a staircase and a large hall with a staircase. The plan is oriented with **CALLE DEL DESENGANO** at the top and **CALLE DE HILARIO PENASCO** on the right. The plan is signed **SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION** and **DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE COUSIGNÉ**.

DOSSIER N° 62

GRAND/ MAGASIN/
MADRID
SOCIÉTÉ MADRID PARIS

PLAN DU 1^{ER} ÉTAGE

ÉCHELLE DE 0,01 P.M

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE N° 55

PLAN N° 96 — PARIS LE 6-10-21

~~PLAN N° 96-1 PARIS LE 10-11-21~~

PLAN N: **96-2** PARIS LE 10-12-21

J. Goumes - *Fusione de Anas y a B.*
apto.

REFORMA DE LA PROLONGACION
DE LA
CALLE DE PRECIADOS
Y ENLACE DE LA PLAZA DEL CALVARIO
CON LA CALLE DE ALGALA
INICIADA FAMILIARMENTE

CALLE DE MESONERO ROMANOS

CALLE DE HILARIO PENASCO

SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

UN ADMINISTRATEUR UN ADMINISTRATEUR

16-111-37 (4)

DOSSIER N°62

GRANDS MAGASINS
MADRID
SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

PLAN DU 2^E ÉTAGE (108.30)

ÉCHELLE DE 0,01 D.M.

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE PLAN N° 71

PLAN N° 71.1 PARIS LE 10.11.21

Fedoro de Anasopark
a/la

Hommes

REFORMA DE LA PROLONGACIÓN
DE LA
CALLE DE PRECIADOS
VENIADE DE LA PLAZA DEL CALLAO
CON LA CALLE DE ALCAZAR
IMPRESION TROVATINA BURTEL

CALLE DE MESONERO ROMANOS

SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

UN ADMINISTRATEUR

UN ADMINISTRATEUR

CALLE DEL DEBARRAÑO

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTIONS
125 AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS
DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE JOUIGNÉ
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

G. Jouigné

1^{ER} ÉTAGE

2^{ES} ÉTAGE MAGASIN

CALLE DE HILARIO PENAYCO

CALLE DE PI Y MARGALL

DOSSIER N°62

GRANDS MAGASINS
MADRID
SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

PLAN DU 3^e ÉTAGE (13.15)

ÉCHELLE DE 0,01 RM.

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE PLAN N°56

PLAN N°56-1

PARIS LE 10-11-21

Extrait de Anas y archi
21/20

Gommier

REFORMA DE LA PROTECCIÓN
DE LA
CALLE DE PRECIADOS
Y ENLACE DE LA PLAZA DEL CALLAO
CON LA CALLE DE ALCALA
MADRID 1921 (1011) 10000

CALLE DE MESONERO ROMANOS

SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

UN ADMINISTRATEUR

UN ADMINISTRATEUR

CALLE DEL DESENGAÑO

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTIONS

125 AVENUE DES CHAMPAIGNES PARIS

DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE VOLUIGNÉ

DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

Brun

2^e ÉTAGE

3^e ÉTAGE

MAGASIN

CALLE DE HILARIO PEÑASCO

CALLE DE PI Y MARGALL

DOSSIER N° 62

GRANDS MAGASINS
MADRID
SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

PLAN DU 4^e ÉTAGE (11700)

ÉCHELLE DE 0,01 P.M.

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE PLAN N° 57

PLAN N° 97 PARV LE 6.10.21

PLAN N° 97-1 PARV LE 8.11.21

PLAN N° 97-2 PARV LE 10.11.21

PLAN N° 97-3 PARV LE 10.11.21

PLAN N° 97-4 PARV LE 6.12.21

Ferdinand de Auzan

Hommes

DE LA
CALLE DE PRECIADOS
VERGÉ DE LA PLAZA DEL CALVARIO
CON LA CALLE DE ALCALA

LIMITE DU TERRAIN
PROJET GRAN-VIA

CALLE DE MÉSNERO ROMANOS

SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

UN ADMINISTRATEUR

UN ADMINISTRATEUR

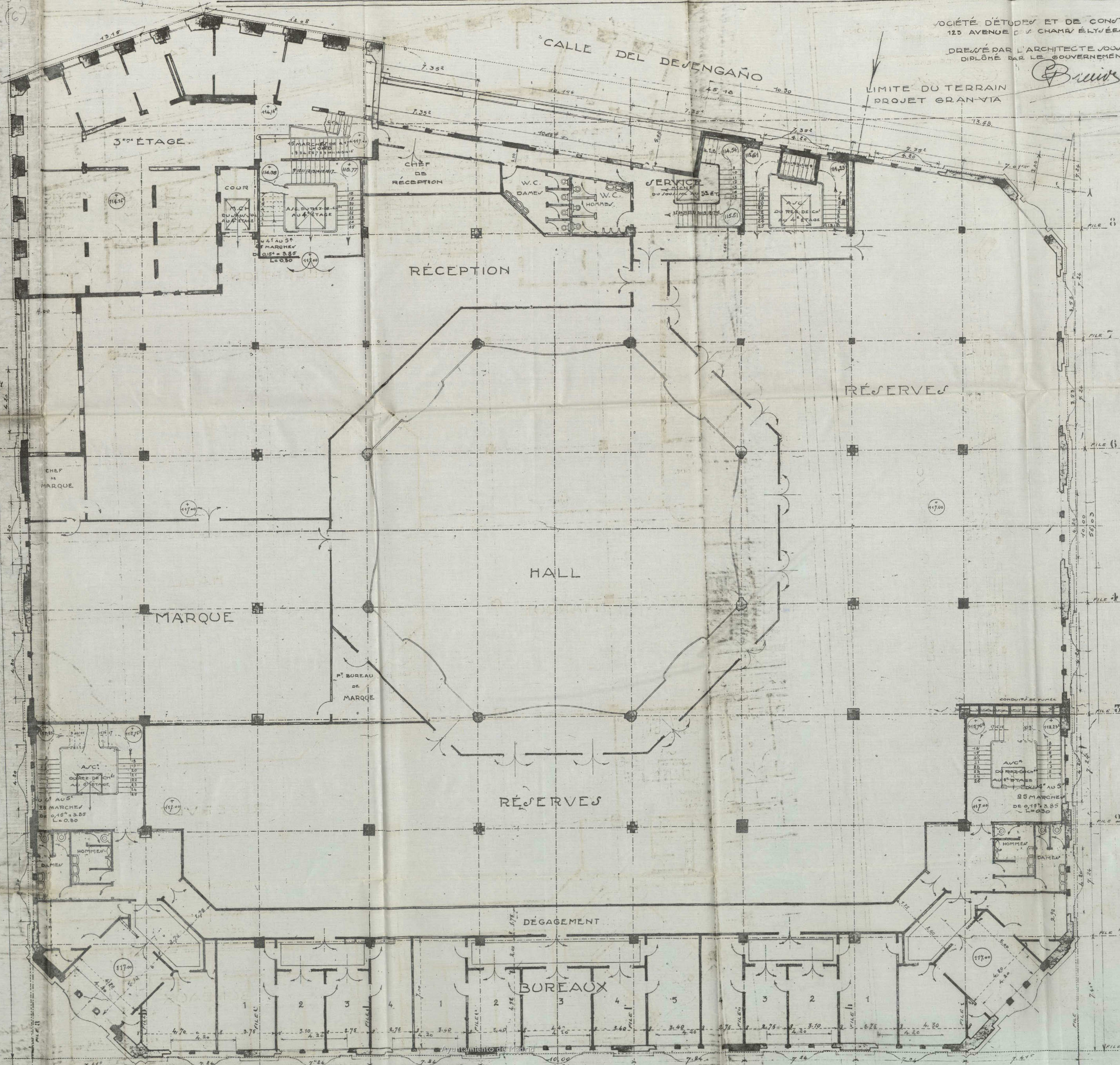
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTION
125 AVENUE D'OS CHAMPS ÉLYSÉES PARIS

DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE JOUWIGNE
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT.

Bravis

LIMITE DU TERRAIN
PROJET GRAN-VIA

CALLE DEL DEJENGAÑO



CALLE DE HILARIO PENAÑO

CALLE DE PI Y MARGALL

DOSSIER N° 62

16-111-37
(7)

GRANDS MAGASINS
MADRID

SOCIÉTÉ MADRID PARIS

PLAN DU 5^{ME} ÉTAGE MAGASINS
ET DES 4^{ME} ET 5^{ME} MAISON B

ÉCHELLE DE 0,01 RM.

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE N° 65

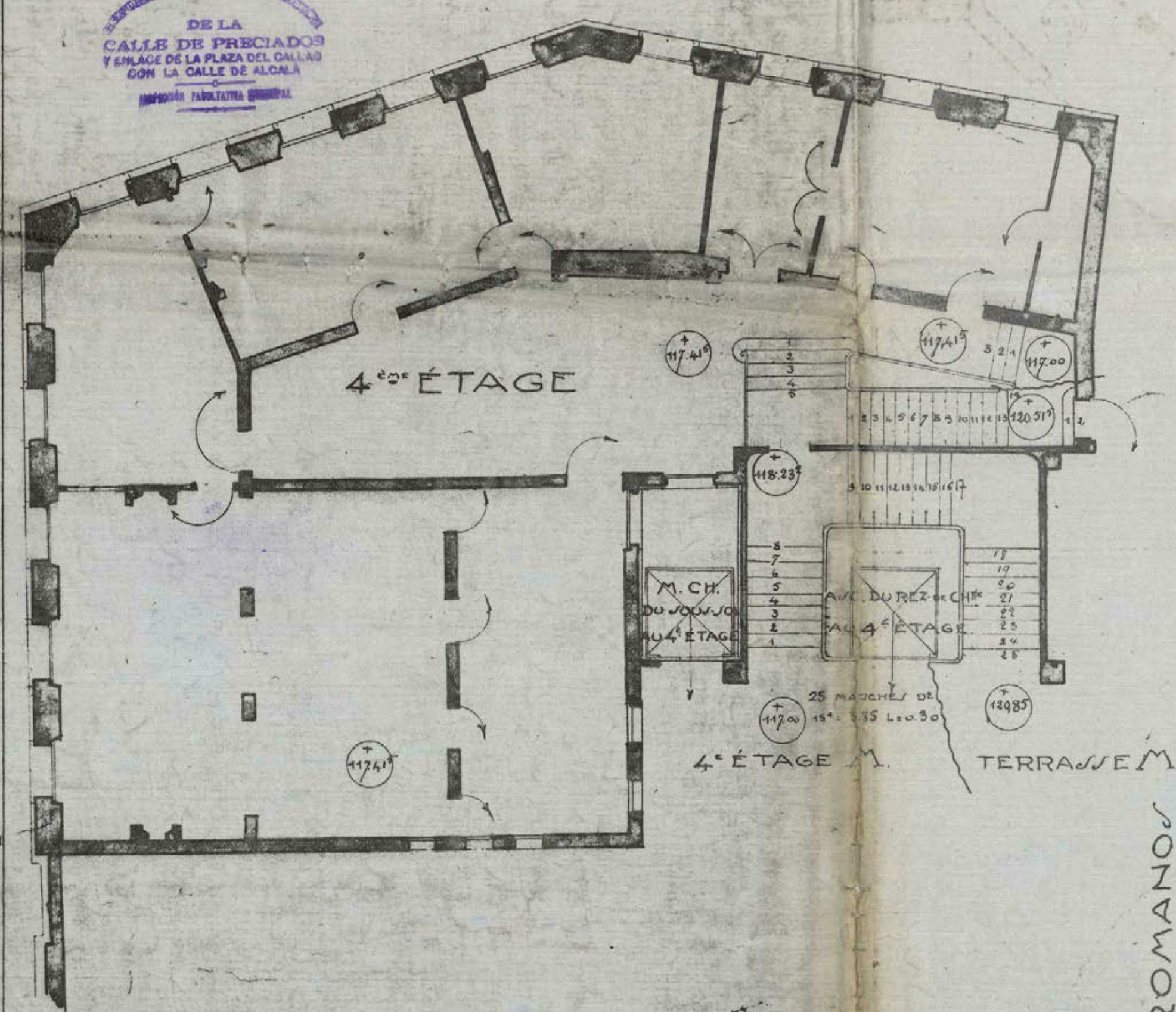
PLANN 65-1 PARIS LE 18-10-21

PLANN 65-2 PARIS LE 10-11-21

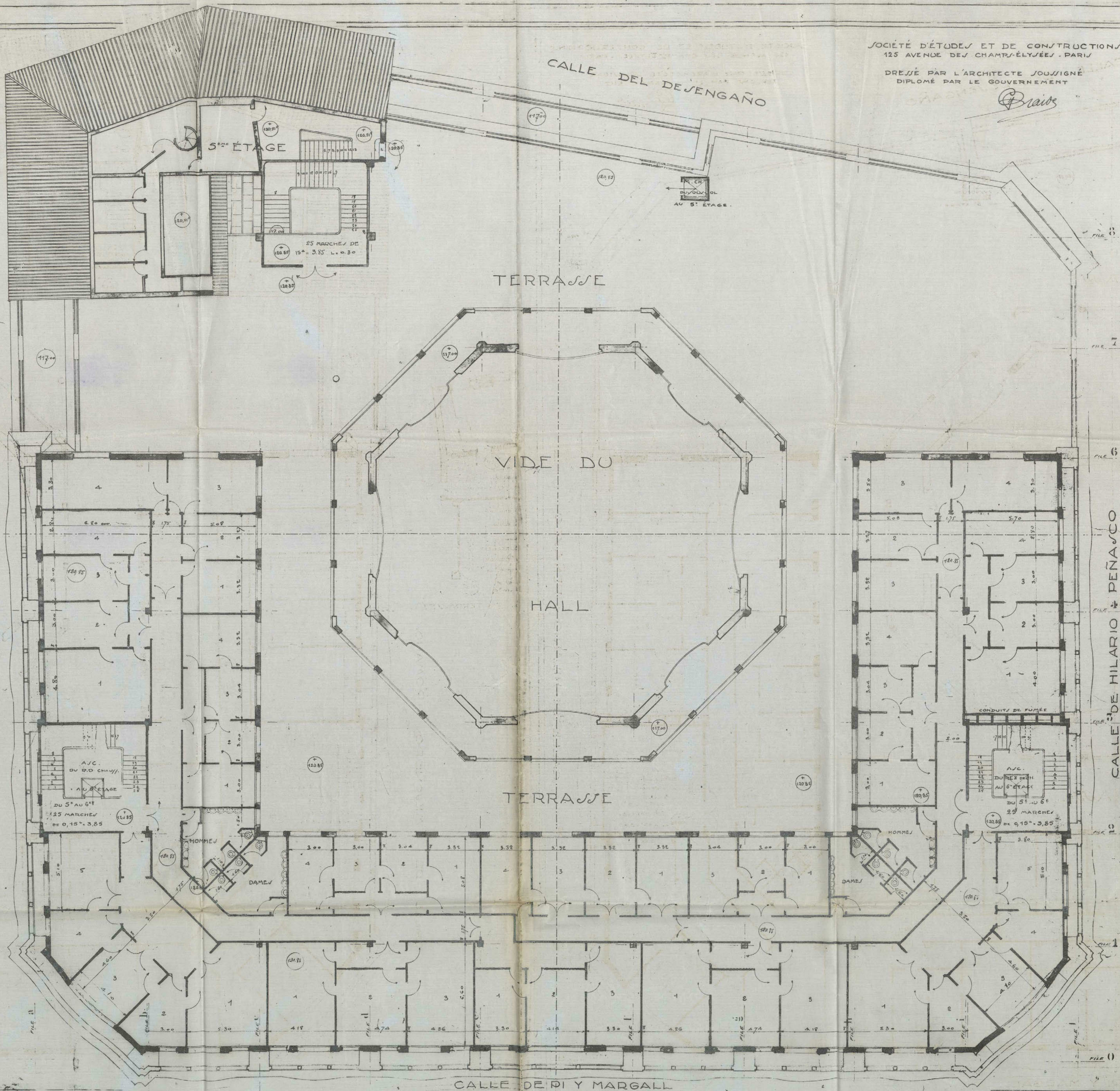
PLAN N° 65-3 PARIS LE 10-12-21

Propriétés
Finances de Anaspark
Anglo

DE LA
CALLE DE PRECIADOS
Y ENLACE DE LA PLAZA DEL CALLAO
CON LA CALLE DE ALONSO
DURAN



CALLE DE MESONERO ROMANOS



SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTIONS
125 AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE SOUSIGNÉ
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

Bravo

SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

UN ADMINISTRATEUR

UN ADMINISTRATEUR

DOSSIER N° 62

16-111-37
(8)

GRANDS MAGASINS

MADRID

SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

PLAN DU 6^e ÉTAGE

ECHELLE DE 0.01 P.M.

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE PLAN 62

PLAN N° 62-1 PARIS LE 10-11-21

PLAN N° 62-2 PARIS LE 10-12-21

André de Anasapark
archt.

Y. Minier

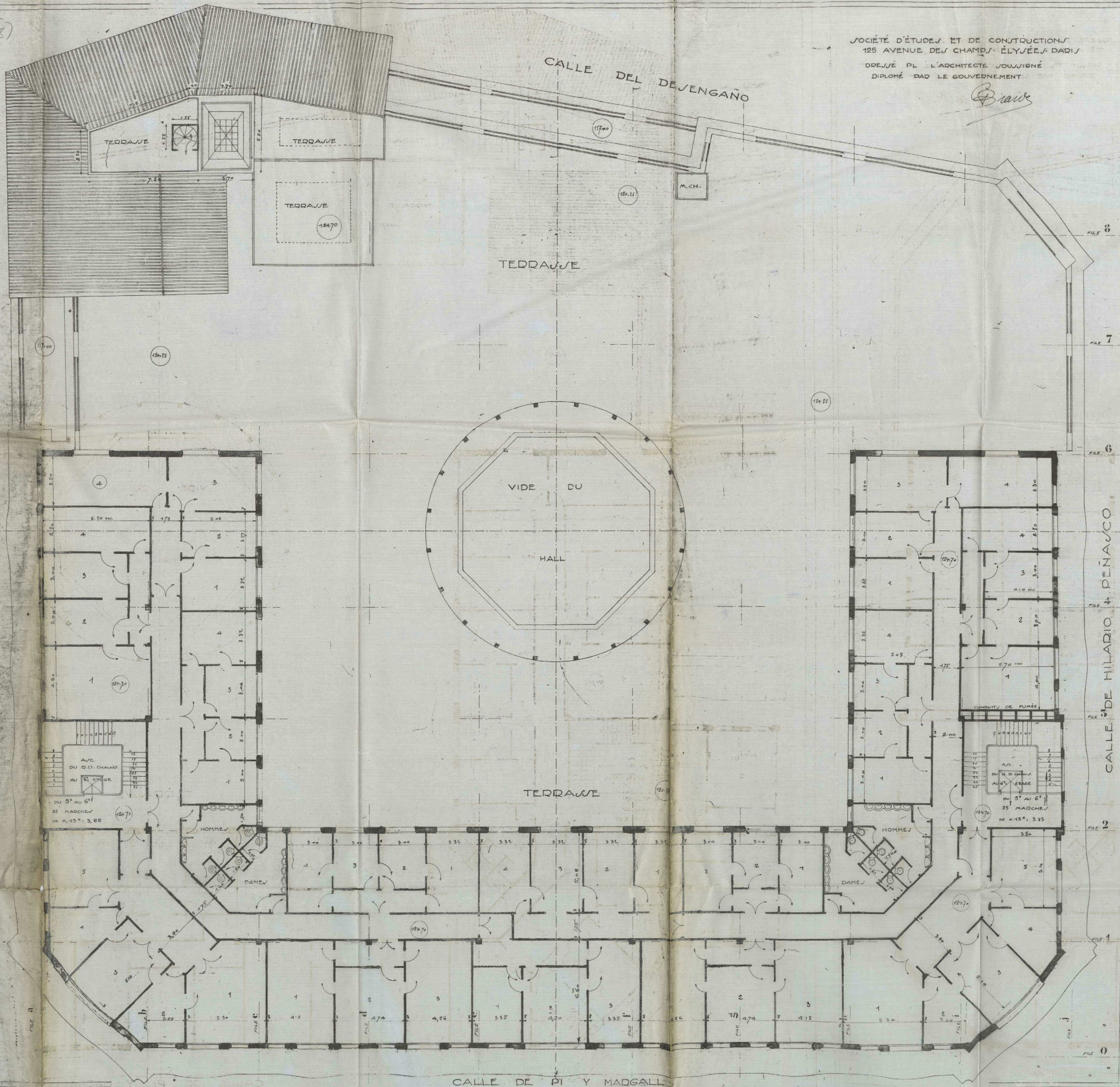
FORMA DE LA PROLONGACION
DE LA
CALLE DE PRECIADOS
Y ENLACE DE LA PLAZA DEL CALLAR
CON LA CALLE DE ALBA
MAYOR FORTUNA GARCIA

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTIONS
125 AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE JOUSSIGNÉ
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

Bravo

CALLE DEL DEJENGAÑO



CALLE DE PI Y MADGALL

16-111³²
DOSSIER N° 62

GRANDS MAGASINS

MADRID

SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

PLAN DU 6^E ÉTAGE

ECHELLE DE 0.01 P.M.

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE PLAN 62

PLAN N° 62-1 PARIS LE 10-11-21

PLAN N° 62-2 PARIS LE 10-12-21

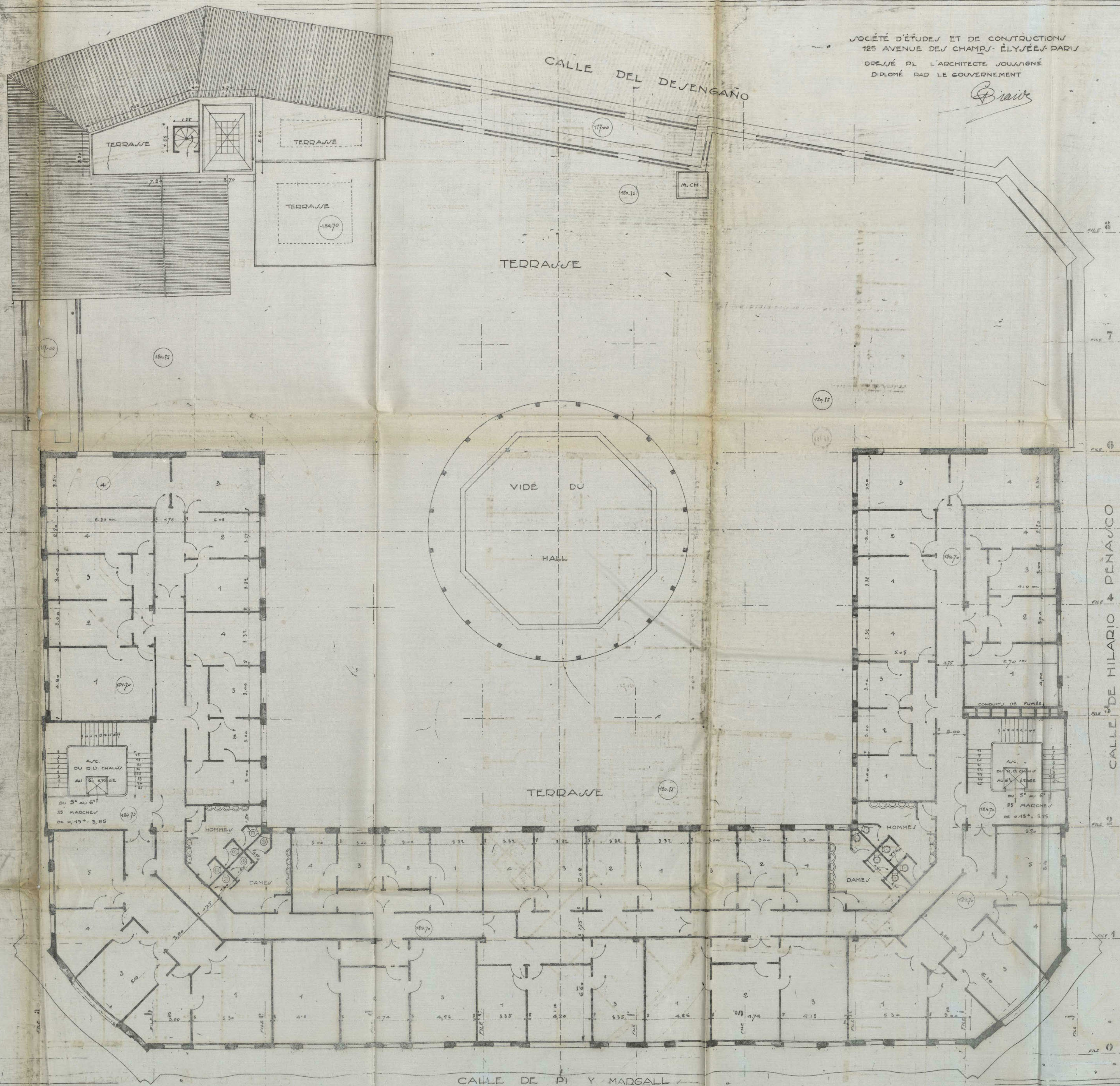
*Travaux en Anes part
anglo.*

J. Gomme

REFORMA DE LA
CALLE DE PRECIADOS
Y PLAZA DE LA PLAZA DEL CALLAO
CON LA CALLE DE ALCAZAR
REPOSICION FACULTATIVA MUNICIPAL

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTIONS
125 AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES-PARIS
DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE JOUASSIÈRE
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

G. Biais



SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

UN ADMINISTRATEUR

UN ADMINISTRATEUR

CALLE DE PI Y MADGALL

DOSSIER N° 62 16-11-37 (10)

GRANDS MAGASIN
MADRID

SOCIÉTÉ MADRID PARI

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE
ET DE L'ENTRÉE

ÉCHELLE DE 0.01 RM

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE N° 86

PLAN N° 87 PARI LE 13.9.21

PLAN N° 89 PARI LE 20.3.21

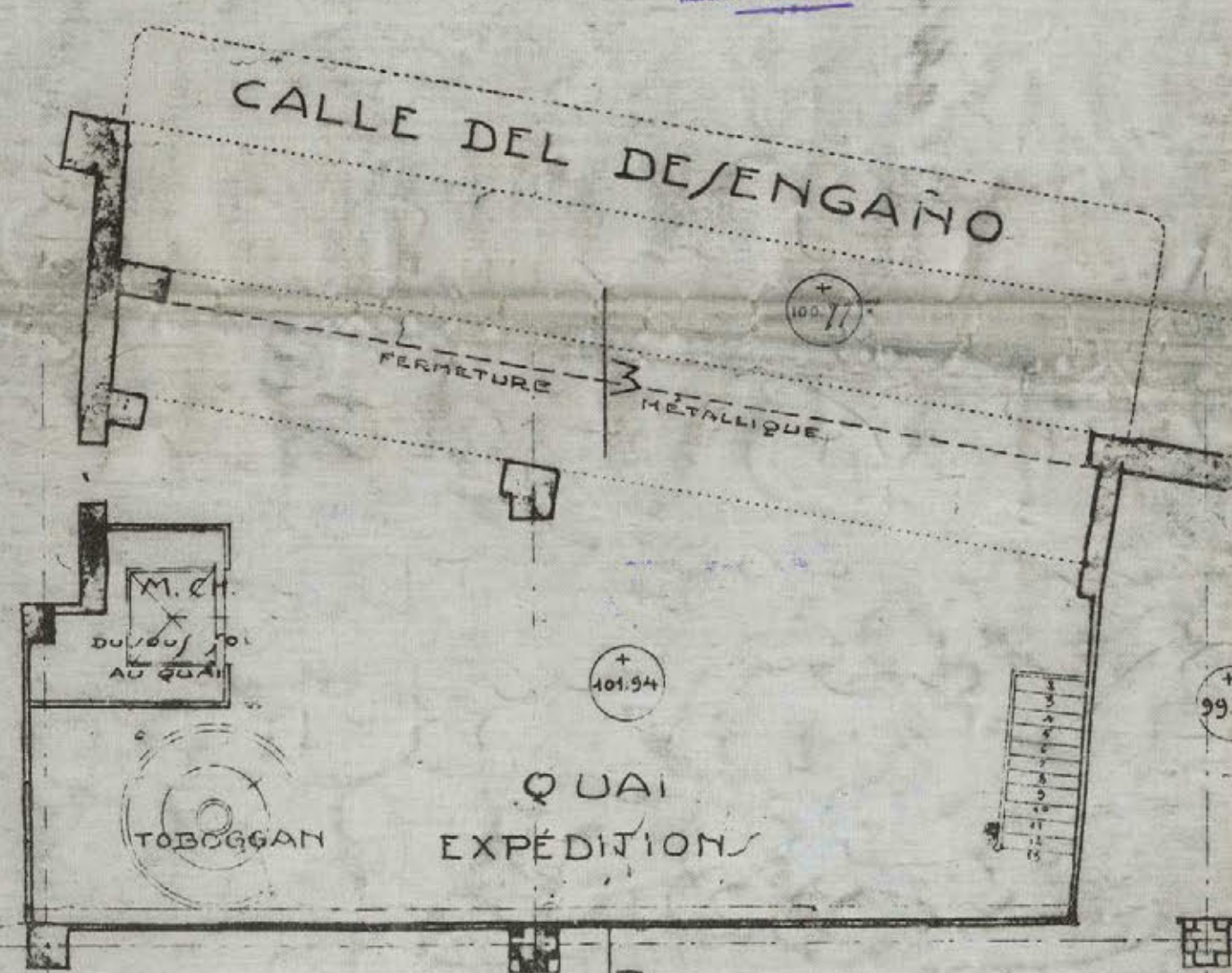
PLAN N° 91 PARI LE 27.9.21

PLAN N° 94-1 PARI LE 6.10.21

PLAN N° 94-2 PARI LE 10.11.21

J. M. M. M.
Fischer de Arcaz

REFORMA DE LA PROTECCIÓN
DE LA
CALLE DE PRINCIPAL
Y BARRIO DE LA PLAZA DEL OLLAO
CON LA CALLE DE ALCALA
DIRECCIÓN GENERAL DE OBRAS
PÚBLICAS



PLAN DU QUAI

SOCIÉTÉ MADRID PARI

UN ADMINISTRATEUR

UN ADMINISTRATEUR

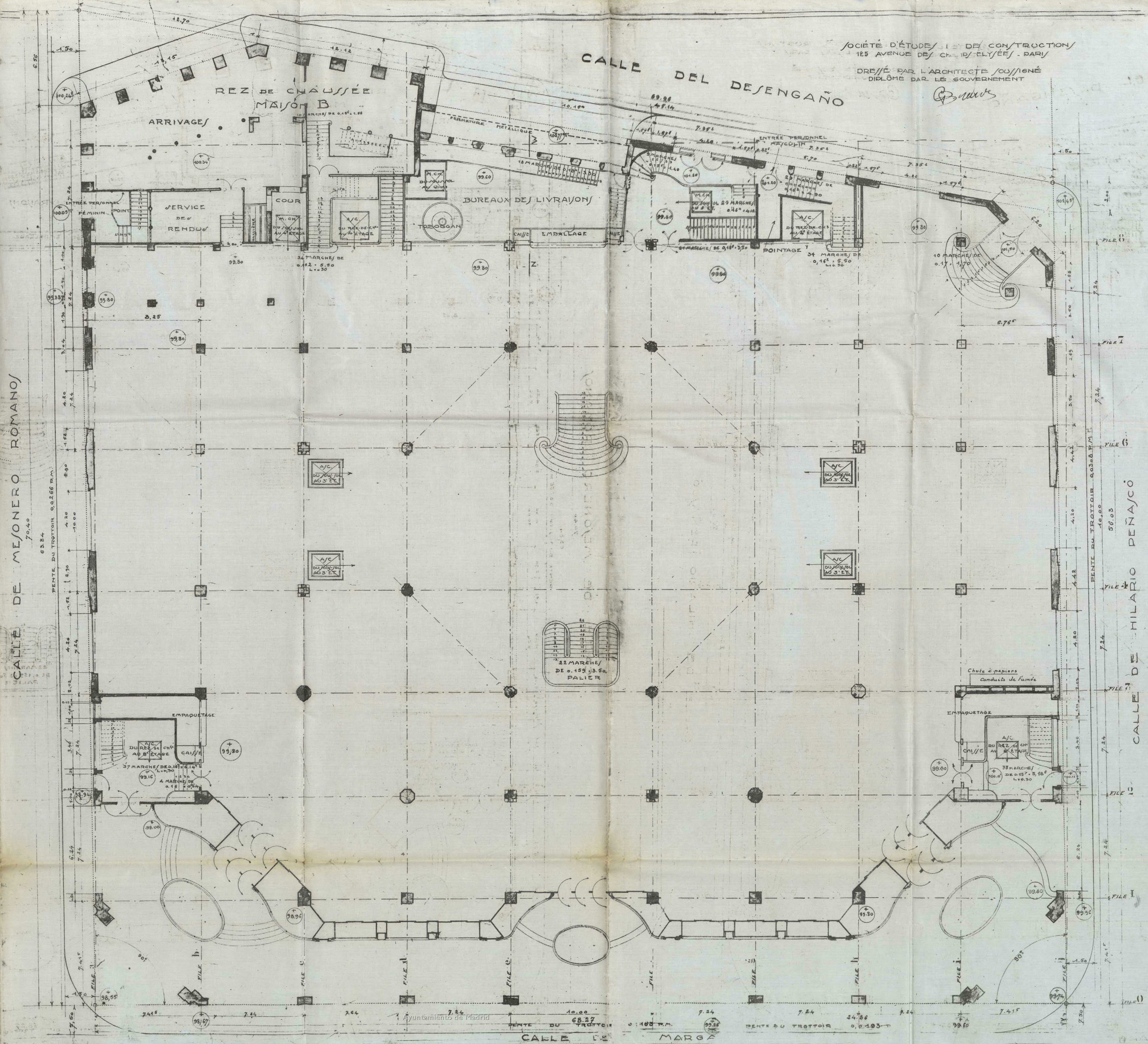
SOCIÉTÉ D'ÉTUDE DE CONSTRUCTION
125 AVENUE DE CHATELAIN - PARIS

DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE /00/16NÉ

DIPLOME PAR LE GOUVERNEMENT

G. M. M.

CALLE DEL DE/ENGAÑO



CALLE DE HILARIO PEÑASCO

CALLE DE MARGA

DOSSIER N° 62

16-11137
(11)

GRANDS MAGASINS
MADRID
SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

PLAN DU 4^E ÉTAGE (11700)

ÉCHELLE DE 0,01 P.M.

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE PLAN N° 57

PLAN N° 97-1 PARIS LE 6-10-21

PLAN N° 97-2 PARIS LE 8-11-21

PLAN N° 97-3 PARIS LE 10-11-21

PLAN N° 97-4 PARIS LE 8-12-21

Hommes

Division de Anasparto

EXTRAIT DE LA PROLONGATION
DE LA
CALLE DE PERICIADES
VERS LA PLAZA DEL CALLAO
DON LA CALLE DE ALCAZAR

LIMITE DU TERRAIN
PROJET GRAN-VIA

CALLE DE MEJONERQ ROMANOS

SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

UN ADMINISTRATEUR UN ADMINISTRATEUR

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTION
125 AVENUE D' CHAMPS ÉLYSÉES PARIS.

DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE JOUIGNIE
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT.

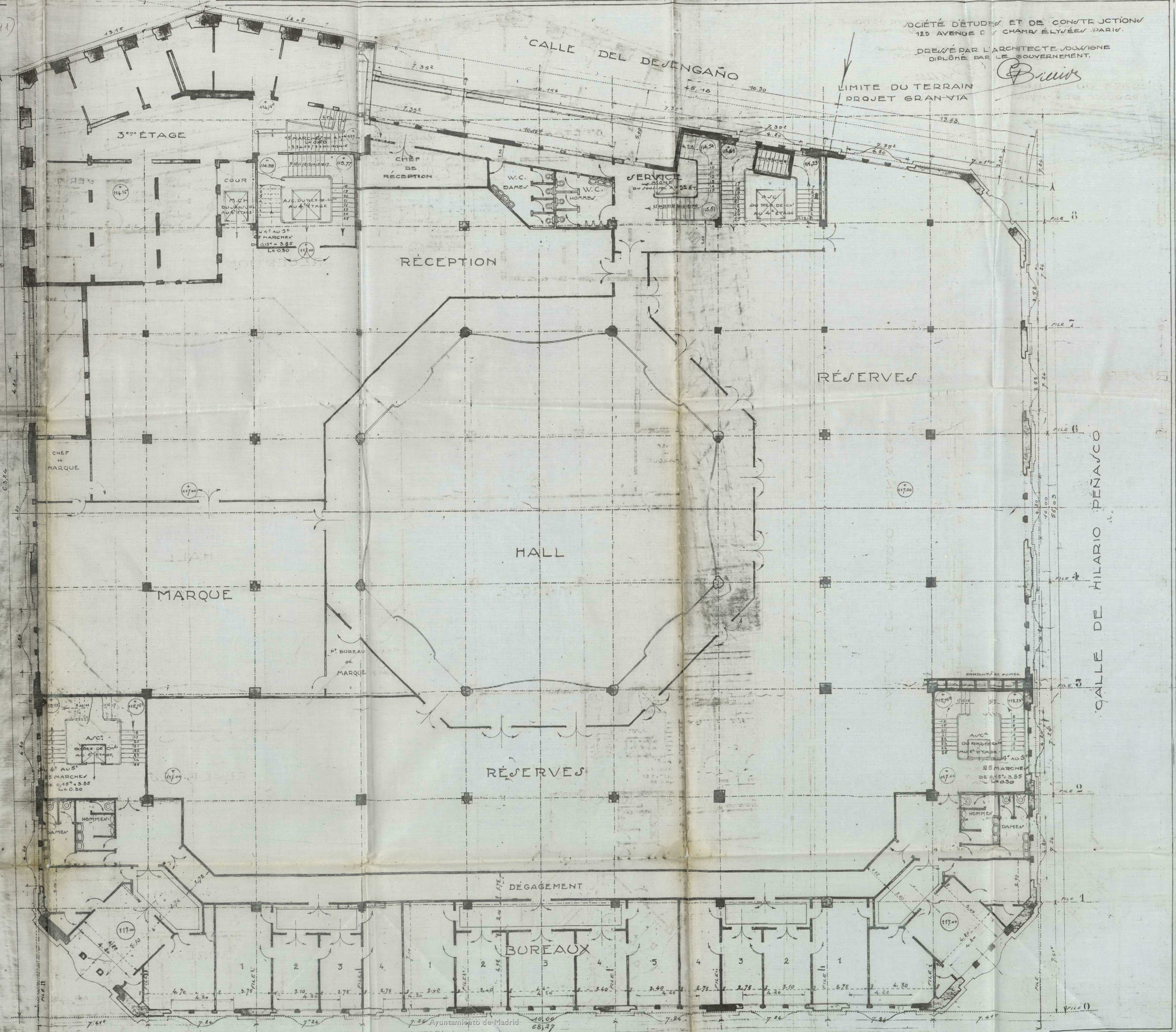
Bruijs

LIMITE DU TERRAIN
PROJET GRAN-VIA

CALLE DEL DEJENGAÑO

CALLE DE HILARIO PENASCO

CALLE DE PI Y MARGALL

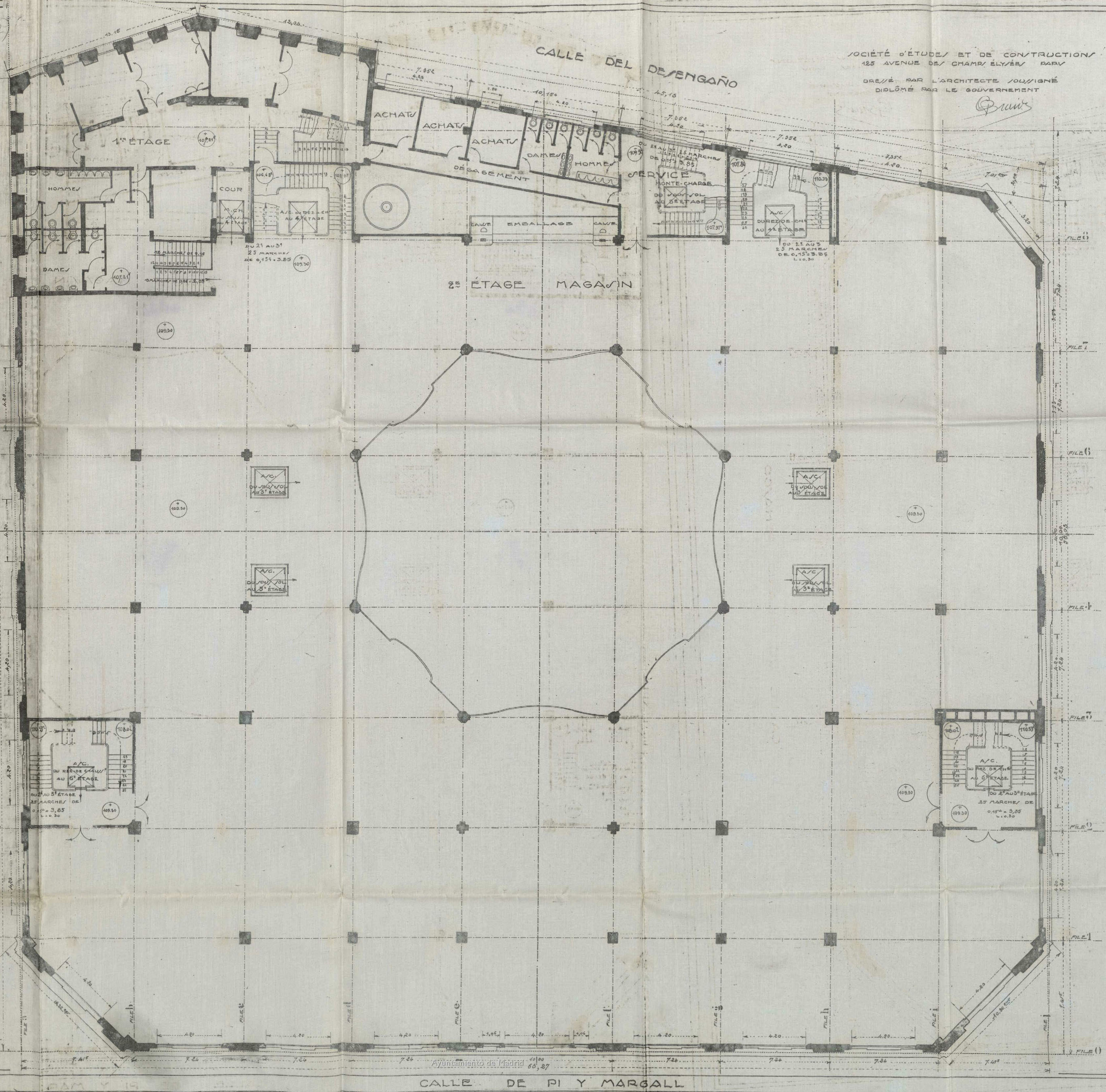


DOSSIER N°62 16-11-37 (12)
GRANDS MAGASINS
MADRID
SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

PLAN DU 2^E ÉTAGE (103.30)
ÉCHELLE DE 0,01 P.M.
CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE PLAN N° 71
PLAN N° 71-1 PARIS LE 10-11-21

Frederic de Anaspart
archt.
J. L. Linares
REFORMA DE LA PROTECCIÓN
DE LA
CALLE DE PRECIADOS
Y PLAZA DE LA ALFONSO
CON LA CALLE DE ALONSO
MAYOR FORTALEZA DE MADRID

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTIONS
125 AVENUE DE CHAMP-ÉLYSÉES PARIS
DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE SOUS-SIGNÉ
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT
Grain



SOCIÉTÉ MADRID-PARIS
UN ADMINISTRATEUR UN ADMINISTRATEUR

Ayuntamiento de Madrid 60,27
CALLE DE PI Y MARGALL

DOUVIER N°62

(13)

GRANDS MAGASINS
MADRID
SOCIÉTÉ MADRID-PARIS

PLAN DU 3^e ÉTAGE (13.15)

ÉCHELLE DE 0.01 RM.

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE PLAN N° 56

PLAN N° 56-1 PARIS LE 10-11-21

Frederic de Anasopaki
ingr.

Hommes

REFORME DE LA PROTECTION
DE LA
CALLE DE TRIANOS
Y ENLACE DE LA PLAZA DEL GALEO
CON LA CALLE DE ALONSO

CALLE DE MESONERO ROMANOS

CALLE DEL DESENGAÑO

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTION
125 AVENUE DES CHAMPAIGNES PARIS
DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE VOUIGNÉ
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

Bruis

2^e ÉTAGE

3^e ÉTAGE MAGASIN

SOCIÉTÉ MADRID-PARIS
UN ADMINISTRATEUR UN ADMINISTRATEUR

CALLE DE PI Y MARGALL

CALLE DE HILARIO PEÑASCO

DOSSIER N° 62

GRANDS MAGASINS

MADRID

SOCIÉTÉ MADRID PARIS

PLAN DU 5^{ME} ÉTAGE MAGASINS
ET DES 4^{ME} ET 5^{ME} MAISON B

ÉCHELLE DE 0,01 RM.

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE N° 65

PLANN° 65-1 PARIS LE 18-10-21

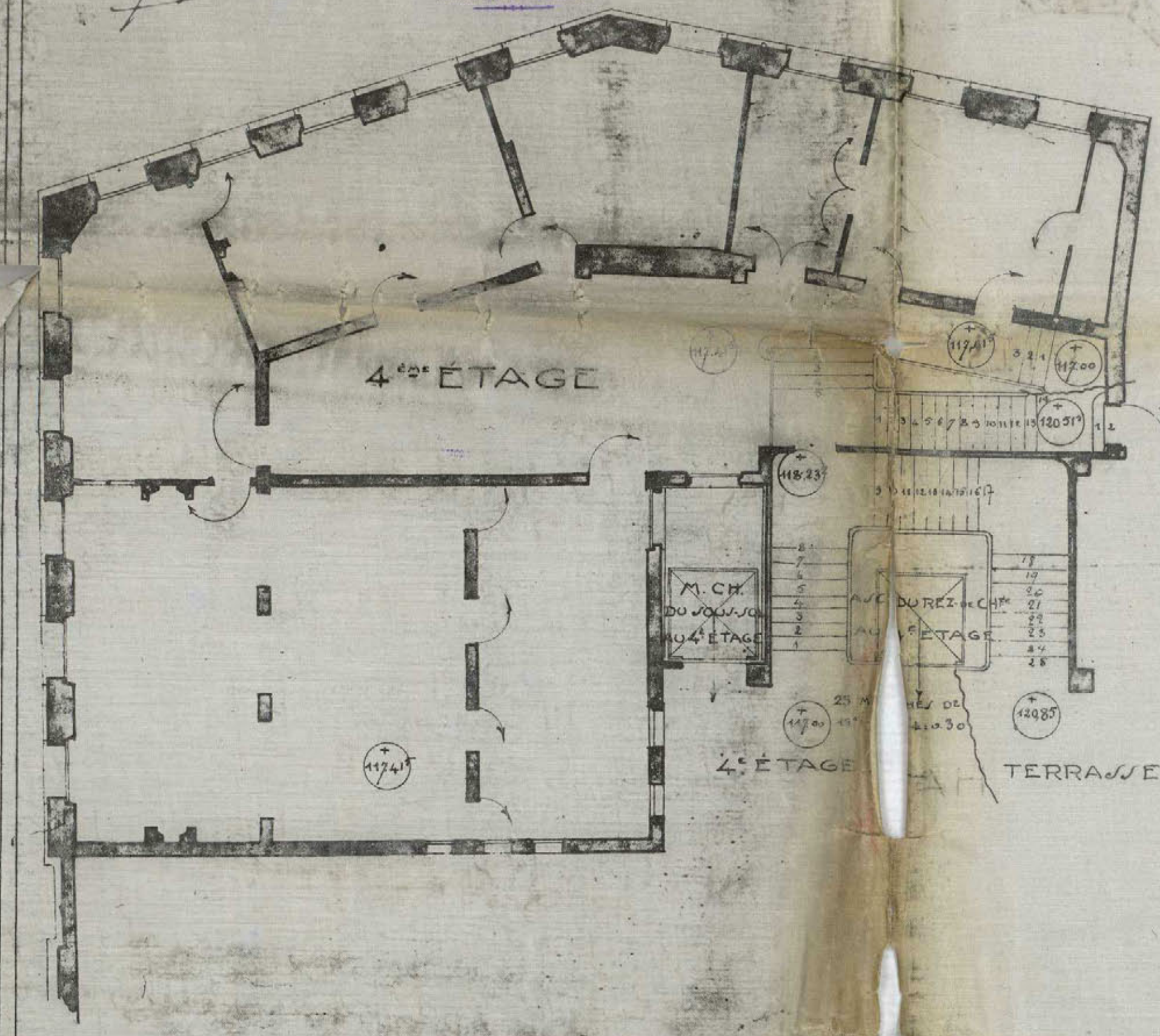
PLANN° 65-2 PARIS LE 10-11-21

PLAN N° 65-3 PARIS LE 10-12-21

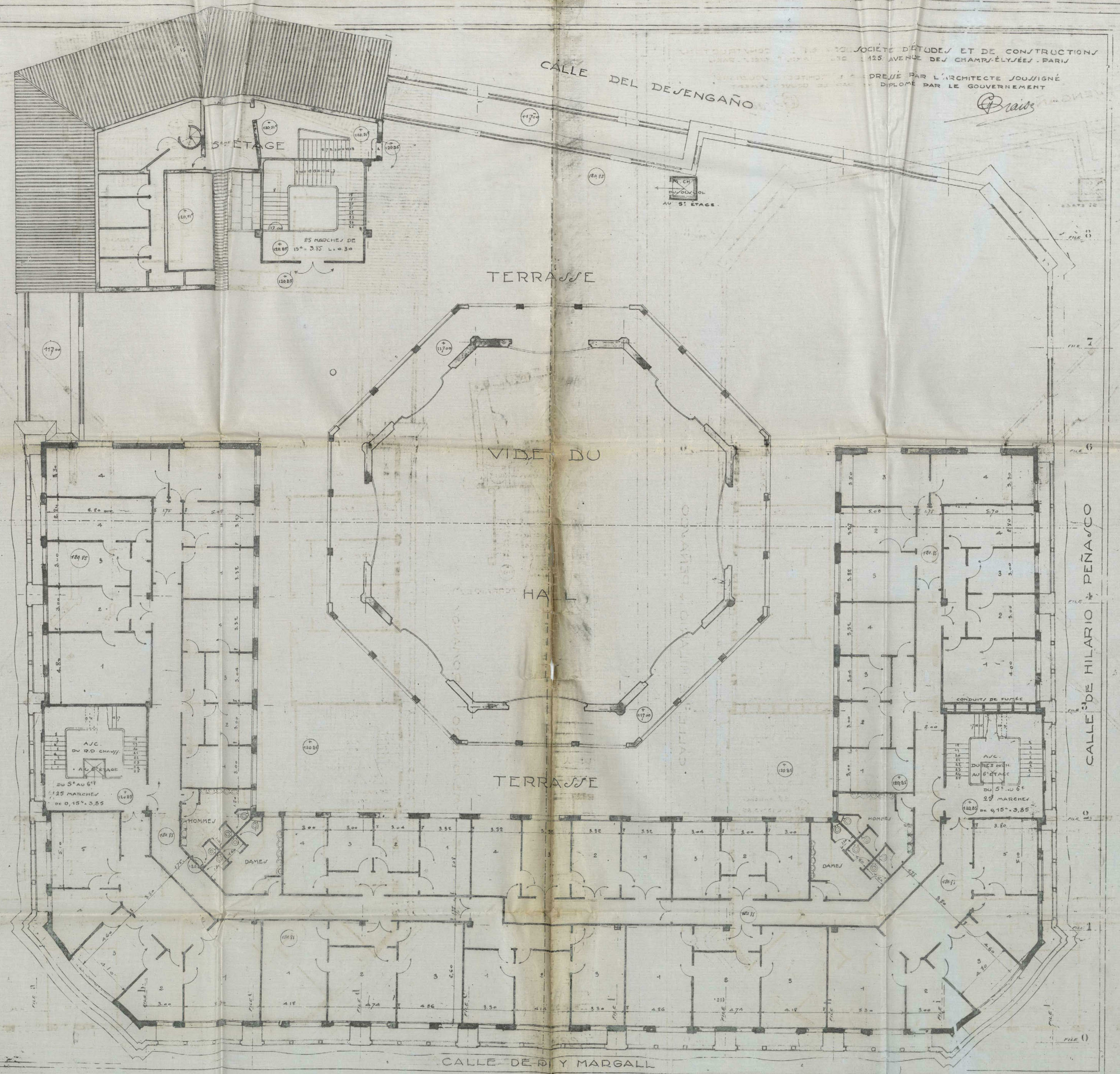
André de Anas...

Y. Gomin

REFORMA DE LA PROCESSION
DE LA
CALLE DE PRECIADOS
Y ENLACE DE LA PLAZA DEL CALLAO
CON LA CALLE DE ALCALA
AYUNTAMIENTO DE MADRID



CALLE DE MEJONERO ROMANOS



CALLE DE D. Y MARGALL

DOSSIER N° 62

GRAND MAGASIN
MADRID
SOCIÉTÉ MADRID-PAÏS

PLAN DU 1^{ER} ETAGE

ÉCHELLE DE 0,01 PM

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE N° 55

PLAN N° 96 - PARIS LE 6-10-21

PLAN N° 96-1 - PARIS LE 10-11-21

PLAN N° 96-2 - PARIS LE 10-12-21

Projet de Anasparto

Hommes

FORMA DE LA PROJECCION
DE LA
CALLE DE PRECIADOS
FINANCIA DE LA PLAZA DE OLMAS
CON LA CALLE DE ALCAZAR
MUNICIPIO MADRID

CALLE DE MESONERO ROMANO

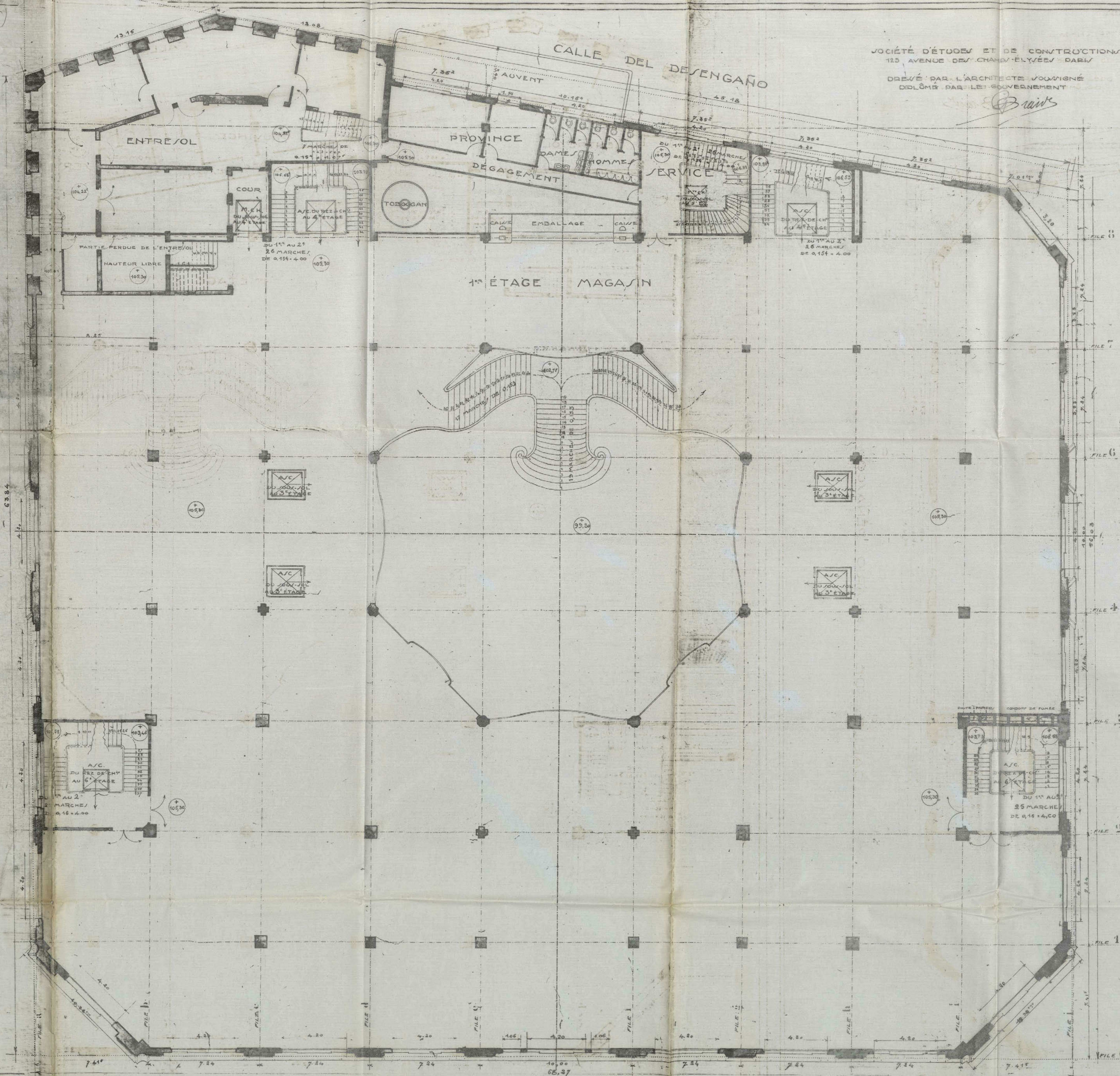
SOCIÉTÉ MADRID-PAÏS

UN ADMINISTRATEUR UN ADMINISTRATEUR

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTIONS
125 AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE JOUASSINÉ
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

Brink



REFORMA DE LA PROLONGACIÓN DE LA CALLE DE PRECIADOS Y ENLACE DE LA PLAZA DEL CALLAO CON LA CALLE DE ALCALA

CE PLAN ANNULE ET REMPLACE LE N° 53

PLAN N° 88 - 1 PARY LE 13-9-84

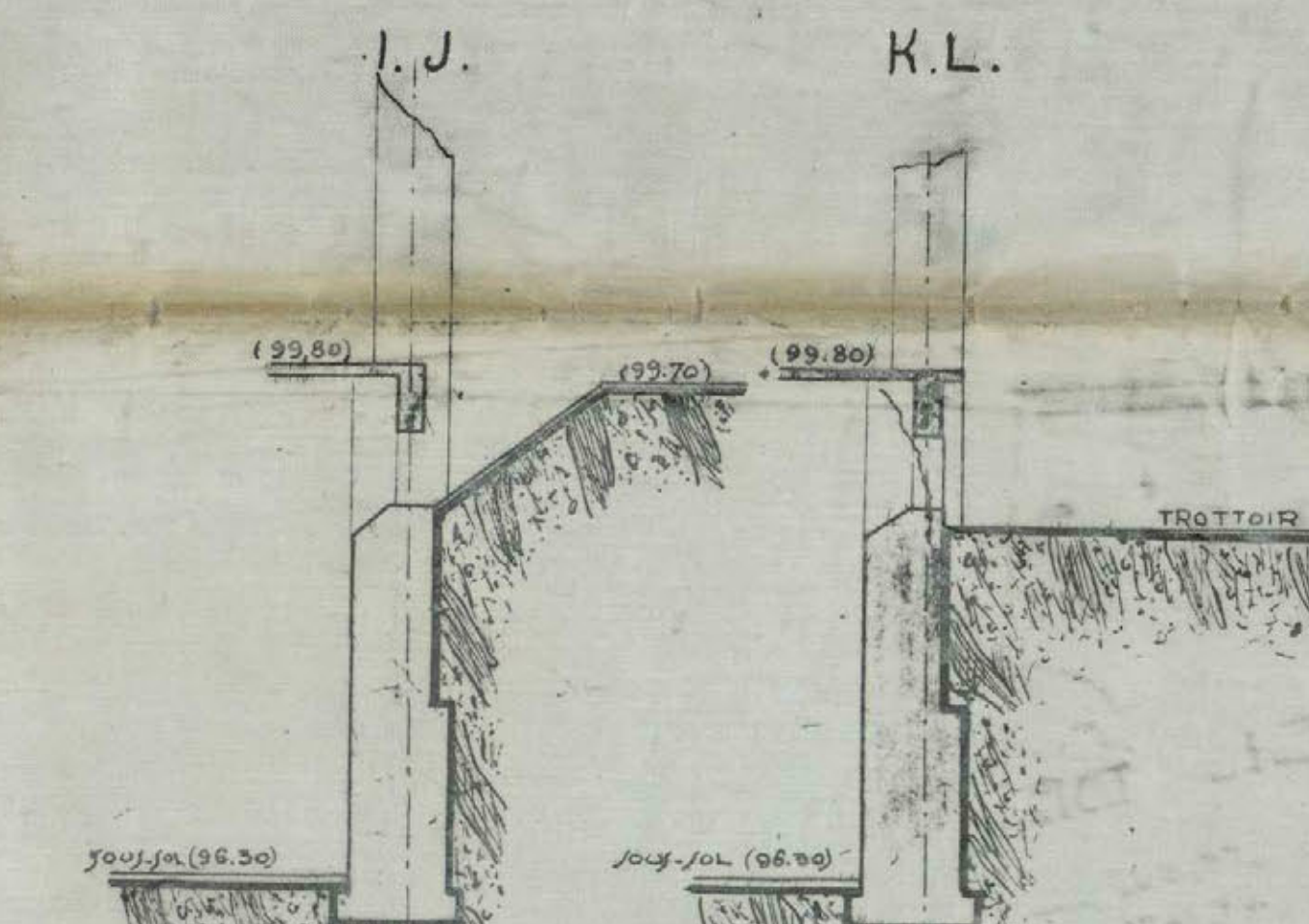
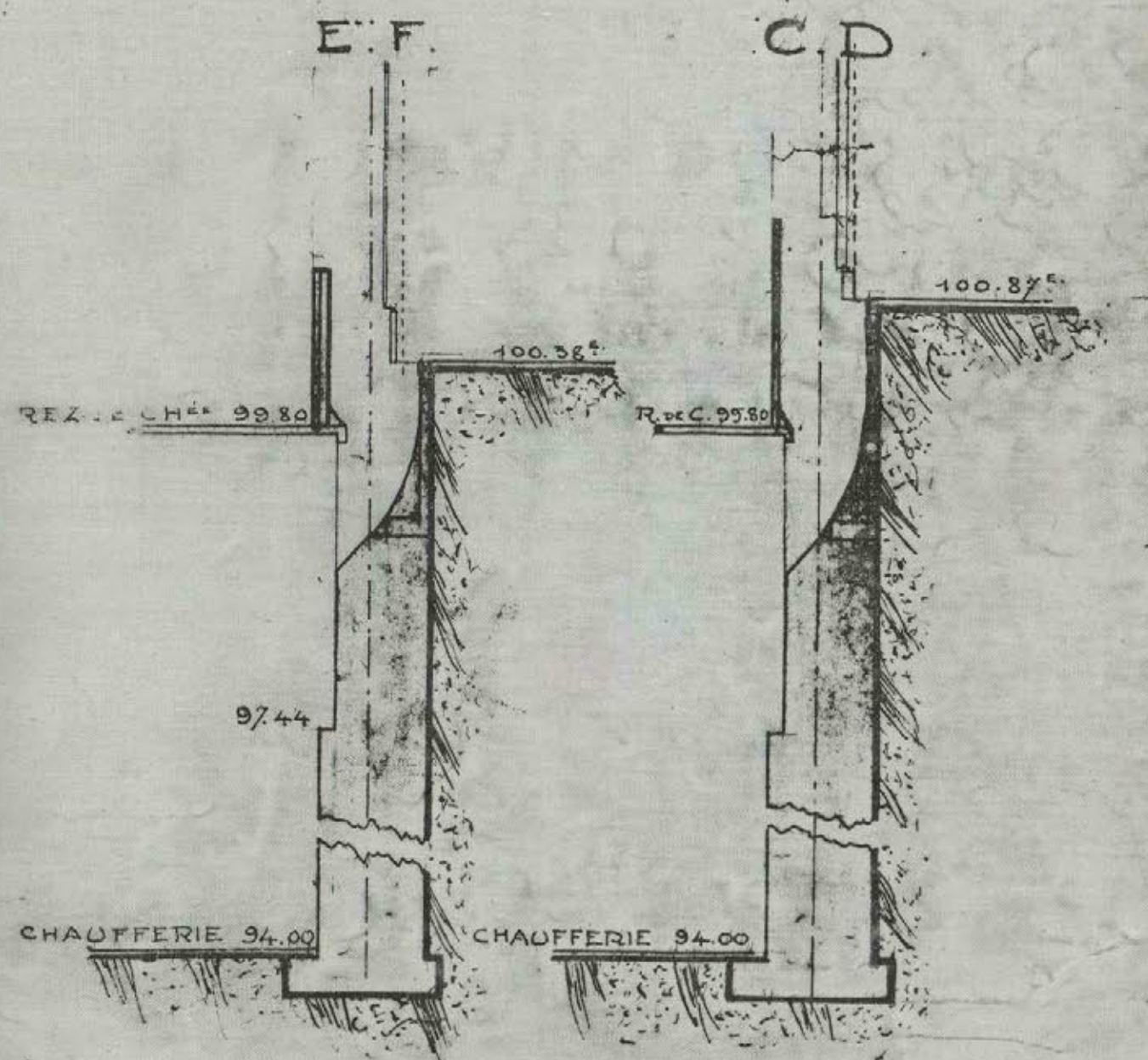
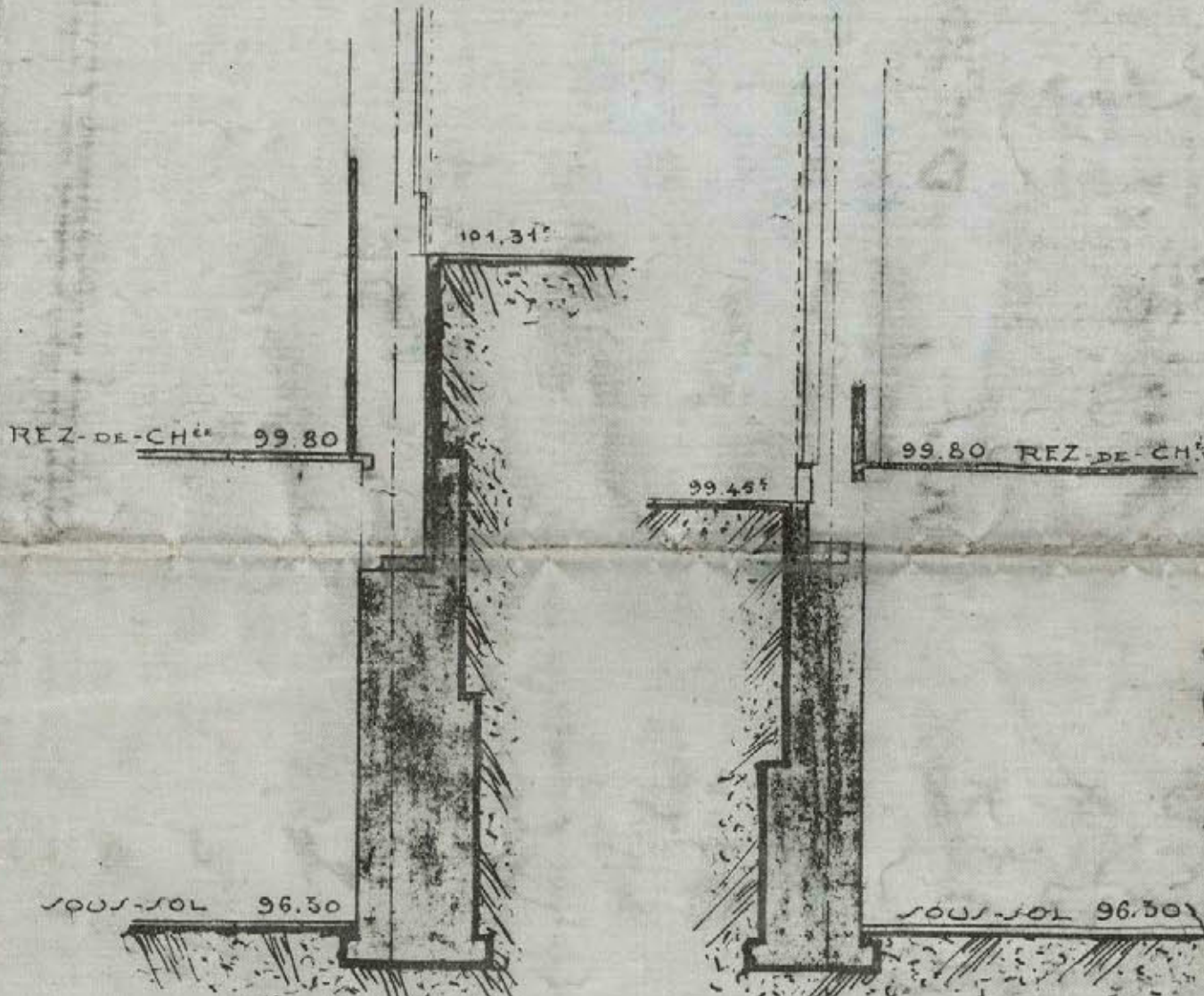
PLAN N° 88 - 2 PARY LE 10-11-84

PLAN N° 88 - 2 PARY LE 22-11-84

COUPES

ÉCHELLE DE 0.02 P.M.

A.B. G.H.



SOCIÉTÉ MADRID PARY
UN ADMINISTRATEUR

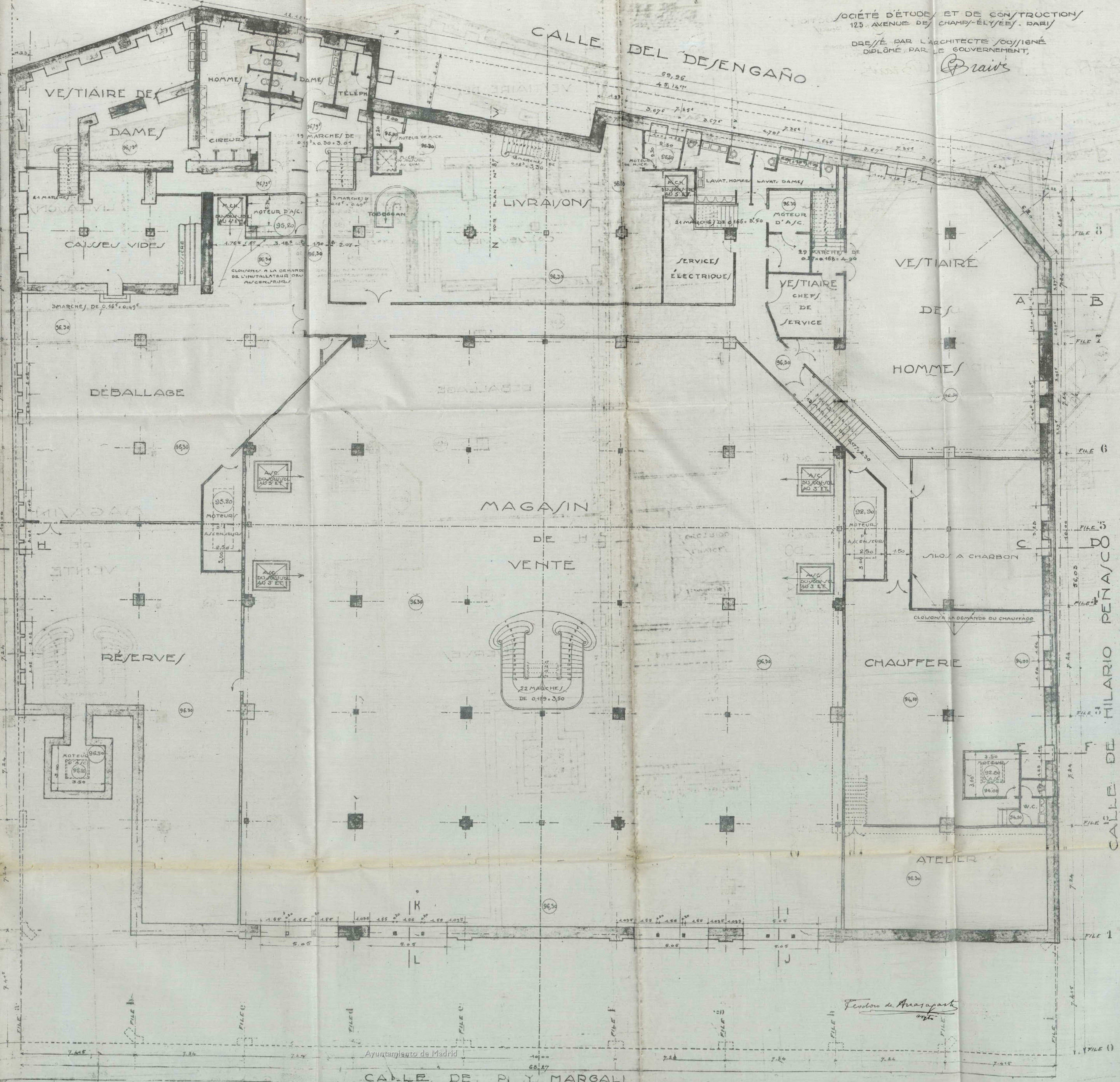
REFORMA DE LA PROLONGACIÓN DE LA CALLE DE PRECIADOS Y ENLACE DE LA PLAZA DEL CALLAO CON LA CALLE DE ALCALA

UN ADMINISTRATEUR

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION
125 AVENUE DE CHAMP-ÉLYSÉE - PARIS

DRESSÉ PAR L'ARCHITECTE 00/18NE
DIPLOMÉ PAR LE GOUVERNEMENT

Drain



Ayuntamiento de Madrid

CALLE DE R. Y MARGALL

Federico de Arasapart

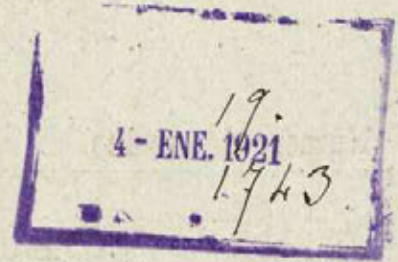
3^a edición

GRANDES REMEDIOS

DE LA

SOCIEDAD MADRID-PARIS

PLANO E INSTANCIA DE LA TALA DE CUERPOS



Excmo. Sr. Alcalde Presidente del Excmo. Ayuntamiento de Madrid.

El exposante D. Santiago Gommès y Rodríguez, Administrador delegado de la Sdad. Madrid-París, con cédula personal que se reseña y domiciliado en la casa núm. 23 de la calle de Alcalá de esta capital.

Suplica a V. E. se digne ~~concederle licencia para~~ ordenar la demarcación sobre el terreno, de las alineaciones oficiales, de los Grandes Almacenes de la Sociedad Madrid- París, que ocuparán los solares K, de la calle de Pi y Margall, y los de las casas nos. 19, 21 y 23 de la de Desengaño y 40 de la de Mesonero Romanos, siendo la fachada de 31'70 metros por Desengaño y de 9'70 metros por Mesonero Romanos. previos los trámites debidos y pago de los derechos correspondientes.

Dios guarde a V. E. muchos años.

Madrid, 12 de Enero de 1921.

Fedoro de Anaspart
arjto.

J. Gommès

Cédula personal, clase 5ª
número 51 378 expedida
en 21 de Julio a Madrid
de 21 de Julio de 1920

Mod. núm. 164.

Butrio 2º Interior

TARIFACION PROVISIONAL

Número del recibo 2242

Pesetas 385 céntimos

OBJETO DE LA LICENCIA

Fira de Llerda = 42 m² 385 pesetas

*Nota: Se practica la liquidación provisional considerando el
objeto de la alienación como enclavado en calle de
Huesos orden, sin perjuicio de lo que se informe al Sr. Dipu-
tado municipal de la Dcción respecto a lo que prescriba el apun-
tado del presupuesto municipal vigente relativo a las edificaciones que
comprenden varias calles de distinto orden.*

Metros _____ Huecos _____ Orden _____ Zona _____

Madrid 14 de Febrero de 1921

El Oficial liquidador,

Francisco

6241-196

Quemada

P.



[Signature]



Ilmo. Sr.



AYUNTAMIENTO DE MADRID

EDIFICACIONES

2.ª SECCIÓN FACULTATIVA
DEL INTERIOR

Teniente Alcalde

La tira de cuerdas para demarcar las alineaciones correspondientes a los solares de que se trata; puede verificarse, si para ello presta V.S. su conformidad, el sábado 5 del actual a las diez de su mañana.

Madrid 3 de Febrero de 1921

El Arquitecto de la Sección

José López Gallabury

Madrid 4 de febrero de 1921:
Para la tira de cuerdas que se solicita se señala de acuerdo con el precedente informe del Sr. Arquitecto Municipal el día 5 del actual, a las diez de su mañana, a cuyo fin citen al interesado para que comparezca al acto acompañado de su Arquitecto.

El Teniente Alcalde

José Navarro y Lucini



Diligencia: Auto requerido se hicieron las citaciones correspondientes, de que certifico.

Ferraz

Acta de la reunión de la Comisión de Obras de Madrid a las diez y media de la mañana del día 5 de febrero de 1921, en el local de la Sección de Edificaciones, en el número 19 de la Calle de San Francisco y de la de San Antonio, en donde se hallaba el Sr. D. José Navarro y Lucini, Teniente Alcalde, acompañado de su Arquitecto, Sr. D. López Gallabury, y de los señores D. Santiago Gómez y Rodríguez, aludidos en el auto de citación.

Ayuntamiento de Madrid

Señores, Madrid - Paris, suscriptores D. Federico de
Anasagasti y el de la 2ª Sección facultativa munici-
cipal D. José María Salazar.

Acto seguido el Sr. Substituto aludido en cumplimiento
de lo acordado en el anterior acuerdo de 19 de
julio de 1921 a la vez se acuerda con el fin de acordar
las alineaciones y rasantes a que ha de sujetarse
para la construcción que se proyecta, cuya opera-
ción se llevó a efecto por el Sr. D. José María Salazar, a
cual se entrega al continuación el oportuno infor-
me con cuyo objeto se le pasa este expediente a su
estudio en la mayor brevedad.

Con lo que se dio por terminado el acto que firman
los concurrentes con la que se certifica.

Manuel Sánchez

J. Gómez

Federico de Anasagasti

257 pto. 60



Ant. García

Excmo Sr. Alcalde Presidente

En el día y hora señalados y a presencia de los señores que suscri-
ben el acta que antecede, he precedido a demarcar las alineaciones oficia-
les correspondientes a las nuevas fachadas del edificio que se proyecta
construir en los solares resultantes de la demolición de las casas núme-
ros 19, 21 y 23 de la calle del Desengaño y 40 de la de Mesenere Romanos,
y de las operaciones practicadas al objeto resulta: que la fachada por
la primera de estas calles habrá de establecerse en prolongación recta

Ayuntamiento de Madrid



AYUNTAMIENTO DE MADRID

EDIFICACIONES

2.ª SECCIÓN FACULTATIVA
DEL INTERIOR

de la de la casa inmediata nº 25, produciéndose por causa de esta alineación una parcela de terreno expropiable para ensanche de la vía pública, cuya superficie es de 64,73 metros cuadrados.

La fachada por la calle de Mesonero Romanos se establecerá sobre la misma línea que tenía la de la finca demolida no resultando en su consecuencia expropiación ni apropiación alguna.

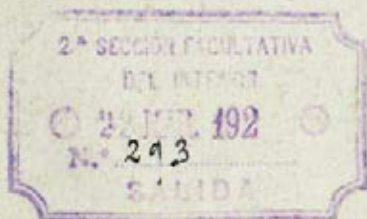
Teniendo en cuenta el valor asignado a las fincas expropiadas en la misma calle del Desengaño, para las obras del proyecto de "Reforma de la prolongación de la calle de Preciados y enlace de la plaza del Callao con la calle de Alcalá" puede tasarse la parcela expropiable a los saleros de que se trata a razón de 257,60 pesetas el metro cuadrado y por lo tanto el Excmo Ayuntamiento habrá de abonar a la Sociedad propietaria la cantidad de 16.674,45 pesetas.

La fachada a la calle del Desengaño tiene 31,51 metros de longitud y 9,70 la de la calle de Mesonero Romanos, siendo ambas vías de tercer orden y de la primera zona.

Madrid 22 de marzo de 1921

El Arquitecto municipal de la
2.ª Sección del Interior

José López Saldaña

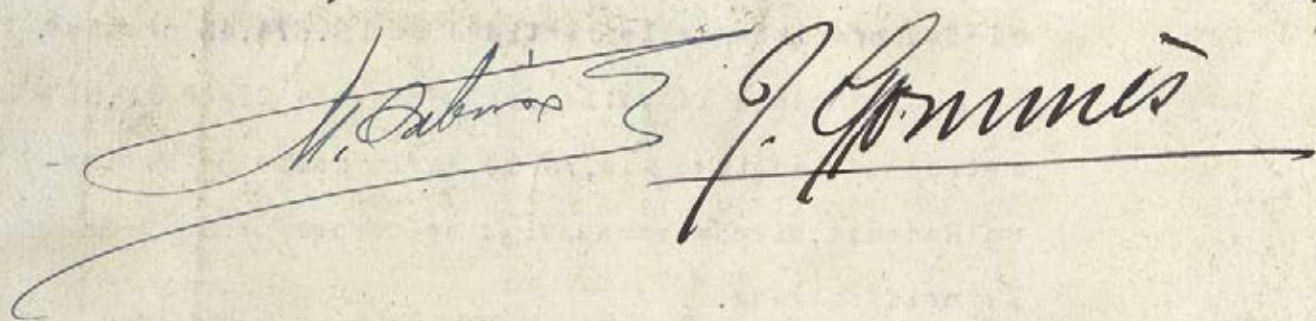


citado al 2.º p.º y d.º

Cham

parecencia: La verificación en este
día S. Santiago Gornmes en la
representación que tiene ya aco-
dedada en este expediente y ra-
tifica la conformidad prestada
por un Arquitecto a la medición de
la parcela expropiable resultante
de la tira de merced, prestando al
mismo tiempo su conformidad a
la valoración que a la misma se a-
signa en el informe del Arquite-
to Municipal

Y para que conste lo firma en
Madrid a 9 de Abril de 1921.

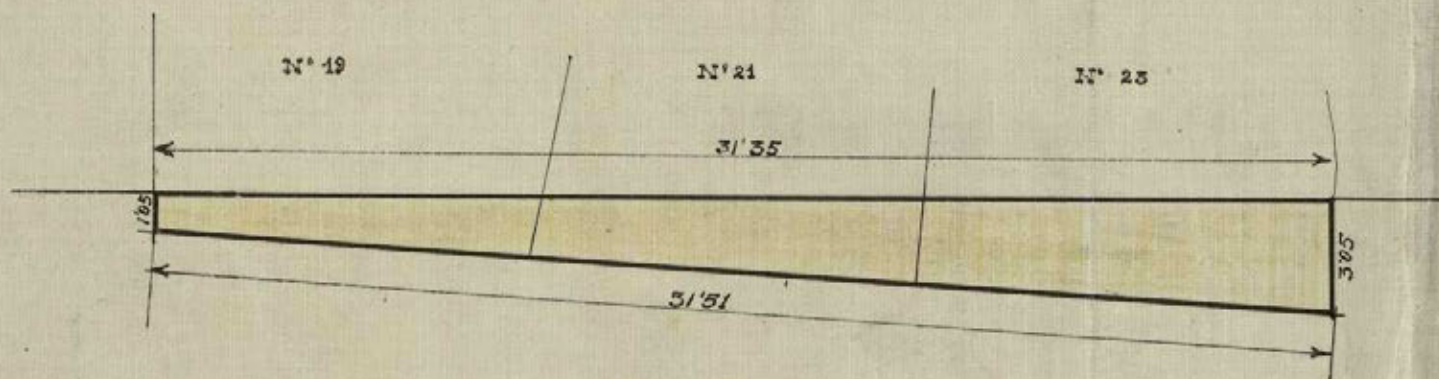
 J. Gornmes

FE-111-21
(FM)

PLANO DE LA TIRA DE CUERDA DADA
PARA EL

SOLAR N° 19, 21 Y 23 DE LA CALLE DEL DESENGAÑO

EXPROPIACION: 64'73 M²



CONFORME:

MADRID 7 DE FEBRERO DE 1921.

EL ARQ^{to} DEL PROPIETARIO.

Federico de Anasagasti

EL ARQUITECTO DE LA 2^a SECCION DEL INTERIOR.

José Kopatschinsky

GRANDES ALMACENES DE LA
SOCIEDAD MADRID-PARIS

PLANTA DEL SOLAR

ESCALA 0'05 POR M²

Calle del Desengaño

25. Desengaño.

LOSO QUE NO SE DERriba.

Patio.

40. Mesonero Romanos

Patio.

23.

21.

19.

958'64 M²

SOLAR K.

2850'82 M²

68'27

Avenida de Pi y Margall.

MADRID 15 DICIEMBRE 1920

EL ARQUITECTO

Fedoro de Anasagasti

J. Gommies

Ayuntamiento de Madrid



Mesonero Romanos

Hilario Peñasco

GRANDES ALMACENES DE LA
"SOCIEDAD MADRID-PARÍS".

MEMORIA.

MADRID.
DICIEMBRE, 1920.



MEMORIA.

La Sociedad Madrid - París trata de construir en el solar K de la calle de Pi y Margall, segundo trozo de la Gran Vía, y en los solares de las casas números, 4o de Mesonero Romanos y 19, 21 y 23 de la del Desengaño, unos Grandes Almacenes.

La superficie del solar K, es de..... 2850,82 metros.

La superficie actual de la casa nº 4o de la calle de Mesonero Romanos, es de 221,00 ,,
Las casas 19, 21 y 23 del Desengaño, ocupan hoy.. 812,26 ,,
Siendo la suma parcial de éstas cuatro casas.....

1033,26 metros.

Éstas, como por la calle del Desengaño debe expropiarse por la nueva alineación,..... 64,62 metros, quedan en definitiva, como superficie utilizable de las cuatro casas mencionadas,..... 958,64 metros.

DESCRIPCION.-

El edificio constará de un sótano destinado á almacén y 'a albergar los servicios; planta baja, á nivel del suelo, y cuatro pisos altos; unos y otros, destinados á la venta. Un hall central, coronado por una cúpula, iluminará la parte interior del edificio. En la fachada á la Gran Vía, habrá dos pisos más, destinados á oficinas y servicios auxiliares; pisos que abarcarán las dos primeras crujías del edificio.

En toda la fachada principal, la planta baja llevará un pórtico que servirá para exposiciones, que tendrá acceso al edificio por tres ingresos. En los extremos del pórtico habrá dos escaleras y otros tantos ascensores, que pondrán en comunicación los dos pisos altos de fachada y los departamentos de áticos de lujo.

En el medio del hall, una escalinata monumental unirá la planta baja con el primer piso; y en el fondo de los Almacenes, se situarán dos grupos de dos escaleras con otros tantos ascensores, para el servicio público.

Dando á la calle del Desengaño, estarán los servicios de recepción y expedición y la entrada del personal; tres escaleras de servicio, dos montacargas, planos inclinados, muelles para descarga de mercancías, etc., y cuanto se acostumbra en esta clase de edificios.

La decoración, tanto la de fachadas, como la interior, se dispondrá de modo que dé magnificencia al edificio, y que constituya un elemento más de atracción.

CONSTRUCCION.-

Consiste ésta en el vaciado del terreno para la formación del sótano referido y la apertura de zanjas para cimientos de muros y apoyos.

Los cimientos serán de hormigón hidráulico, y sobre éste se elevarán las fábricas de ladrillo cerámico y cemento, y los pilares de hormigón armado.

De este último material se construirán los elementos sustentantes, los suelos, azoteas y armazón de las cúpulas; calculados pa-

-ra unas sobrecargas de 400 kilos por metro cuadrado en la planta baja; 300, en los demás pisos y terrazas, y con arreglo á las circulares de los Reglamentos franceses del 29 de Agosto de 1891, 9 de Enero de 1915 y 20 de Octubre de 1906.

Los muros serán de fábrica de ladrillo cerámico y mortero de cemento; los tabiques, de ladrillo hueco; los ornatos interiores, de staff; los exteriores, de piedra artificial, y los paramentos de fachada, de estuco á la catalana.

En el pórtico, los pilares y frisos serán de marmol brecha; el solado, de marmol blanco; la carpintería, de madera fina, con lunas y aplicaciones de bronce.

Las escaleras principales, serán de marmol blanco, y las de servicio, de piedra artificial.

Entarimados, de pino melis y baldosas de cemento.

Las azoteas serán del sistema catalán, y las cúpulas se decorarán con azulejos, elementos de zinc y cerrajería.

La carpintería de las fachadas y lugares públicos, será de pino de primera calidad, con herrajes de lujo, lunas y cristales dobles. En el resto del edificio, la carpintería será de clase corriente.

Las fachadas están compuestas bajo la base de unos grandes huecos, que acusan la vida interior, y unas pilastras divisorias.

Las dos cúpulas de la fachada principal, la crestería metálica que las enlaza, las marquesinas, grupos alegóricos, elementos decorativos, labores de cerrajería y azulejos, contribuirán á dar carácter y suntuosidad al inmueble.

Por último, la cerrajería, fontanería, pintura, saneamiento, servicios de luz, timbres, pararrayos, teléfono, ascensores, montacargas y demás obras complementarias, serán de primera calidad, y como corresponde al valor y al aspecto de los Almacenes.

Madrid, 15 de Diciembre de 1920.

EL ARQUITECTO,

Teodoro de Anasagasti





Excmo. Sr. Alcalde Presidente del Excmo. Ayuntamiento de Madrid.

El exposante D. SANTIAGO GOMMES, Y RODRIGUEZ, como administrador delegado, con cédula personal que se reseña y domiciliado en la casa núm. 93 de la calle de Alcalá, de esta capital.

Suplica a V. E. se digné concederle licencia para la construcción de unos Grandes Almacenes que la Sociedad "Madrid - París" á la que representa, desea levantar en el solar K de la calle de Pi y Margall y en los solares ocupados actualmente por las casas núms. 4º de Mesonero Romanos, 19, 21 y 23 de la del Desengaño.

previos los trámites debidos y pago de los derechos correspondientes.

Dios guarde a V. E. muchos años.

Madrid, 15 de Diciembre de 1920.

Federico de Añasco
arqto.

J. Gomme

Domicilio Avenida del Conde
de Fenalves n.º 15 pral

Cédula personal, clase 5ª
número 51378 expedida
en Madrid a 21
de Julio de 1920
Mod. núm. 164.

TARIFACION PROVISIONAL

Número del recibo _____

Pesetas _____

céntimos _____

OBJETO DE LA LICENCIA

Metros _____

Huecos _____

Orden _____

Zona _____

Madrid, _____

de _____

de 192 _____

El Oficial liquidador,

26 Enero de 1924.

Informe al Inspector facultativo de
la Reforma de la prolongación de
la calle de Preciados y sus enlaces.





AYUNTAMIENTO DE MADRID

SECRETARÍA

NEGOCIADO

Excmo. Señor.

Examinados los documentos presentados para solicitar la licencia de construcción a que se refiere el presente expediente, se ha hecho notar a los interesados la necesidad de modificar algunos planos, por no satisfacer los que constituyen el proyecto a las ordenanzas municipales y porque aun poco están completos los dos ejemplares.

Aun a pesar del tiempo transcurrido y de los distintos requerimientos que se les ha hecho no cumplen sus especímenes, lo que en cumplimiento de V. E. pues las obras de construcción se están llevando con suma rapidez y de continuar las cosas en este estado pudieran originarse dificultades mas tarde que estimar conveniente prevenir.

Madrid 26 de Julio de 1921.

José López de Letona



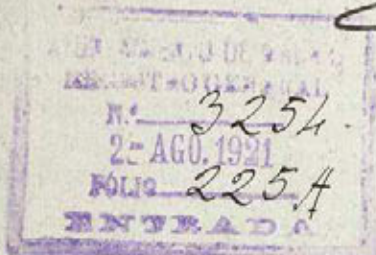
H 2

(920)

30-Julio-1921.

En vista de lo que remite del pre-
cedente informe, requierase nueva-
mente al interesado para que pre-
sente nuevos planos, de acuerdo con
lo dictaminado por el Sr. Arquitecto
Municipal, y oficiere al Jefe Tenien-
te de Alcalde del Distrito del Centro
para que ordene la suspensión de
las obras mientras se cumplan dicho
requisito.

Y Calumpas



L.º

920/

En D. Santiago Gómara y Rodríguez
Alcalá 93 = Agosto 4 de 1921.

Como apersona de los distritos que
viviendo que le fueron dirigidos
por el Ayuntamiento facultativo munici-
pal de las obras de "Reforma etc",
para la presentación de nuevos pla-
nos, del edificio en construcción que

propiedad de la Sociedad, Madrid Paris
emplazado en la manzana limitada por
las calles de Pi y Margall, Menéndez
Romanos y Perengano, ajustados a
lo que determinan las Ordenanzas
municipales, aquellos no han sido
presentados hasta la fecha; el Excm.
Sr. Alcalde Presidente por decreto de
30 de Julio próximo pasado se ha
servido disponer se proceda por V
a la presentación de los indicados
documentos, y que por la Tenencia de
Alcaldía del Distrito del Centro se
proceda a la suspensión de las obras
de construcción del edificio hasta
tanto se cumplan los indicados re-
quisitos.

Dios C.^a J. Nuevo
Conocimiento al Teniente de Alcalde
del Distrito del Centro.

Diligencia) En el día de la fecha comparece D. Teodoro Anzagasti, como Arquitecto encargado de las obras de construcción del edificio propiedad del Ayuntamiento de Madrid

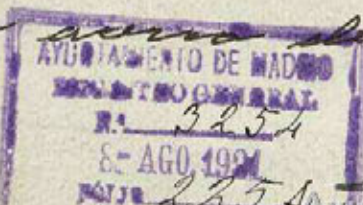
la Sociedad "Madrid Paris" el que
hace entrega de los planos reforma-
dos en la forma indicada por
la Inspección facultativa munici-
pal, replicando en su virtud se
levante la suspensión de las obras
ordenada por la Alcaldía Presi-
dencia, teniendo para ello en cuen-
ta que quedaria sin trabajo en
caso contrario considerable nu-
mero de obreros de diversas in-
dustrias empleados actualmente
en la construcción del edificio.

Y para que conste lo firma con-
migo el Jefe del Negociado en Ma-
drid a 5 de Agosto de 1924.

Ante mí Teodoro de Avesagasti
Ayto.

6 Agosto 1924

Presentados los nuevos planos, vengo
en dejar sin efecto la suspensión de las
obras, comunicare a la Tenencia de
Alcaldía y remítanse dichos docu-
mentos a la Inspección facultativa
para que informe a la mayor urgen-
cia acerca de los mismos.



U. Carlini

Ayuntamiento de Madrid



920



REFORMA

DE LA

PROLONGACIÓN DE LA CALLE DE PRECIADOS

Y ENLACE DE LA PLAZA DEL CALLAO

CON LA CALLE DE ALCALA

Inspección facultativa municipal.

Excmo. Señor.

Presentados nuevos planos para la construcción de los Grandes almacenes que ya está ejecutando la Sociedad "Madrid-París" en la nueva calle de Pr^a y Marzall, tengo el sentimiento de manifestar a V.E. que no se ajustan en absoluto a lo que previenen las Ordenanzas municipales y que no es posible puntualizar en mi informe las alteraciones que deben introducirse en el proyecto para que pueda concederse la licencia de construcción solicitada porque los planos no guardan exacta relación unos con otros, siendo muy distinta la representación gráfica de algunas partes de la nueva edificación, como puede comprobarse comparando entre sí los distintos planos que constituyen el proyecto.

Se trata de un caso no previsto por la ley pues los Grandes almacenes que se están construyendo ocupan la superficie de toda la manzana K de la segunda Sección de la llamada Gran Vía; pero ocupan también la superficie de las casas números 19, 21 y 23 de la calle del Desengaño, ya demolidas, y la superficie de la casa n.º 40 de la calle de Meseros Romanos, fincas estas cuatro que no estaban afectadas por el proyecto de la reforma y que por lo tanto no pueden disfrutar de sus privilegios y exenciones; pero aparte de esto que impone la necesidad de estudiar detenidamente los planos de la

nueva edificaci3n, resulta que estos, como queda dicho, no se corresponden unos con otros, lo que impide conocer cual ha de ser en definitiva la traza del edificio en sus plantas y alzados.

En los planos de plantas de sótanos y baja, los muros de fachada de los fondos almacenes por la calle del Derengano, se situar3n en tres alineaciones diferentes, a saber: la de la casa n.º 40 de la calle de Mesnue Romanos con vuelta a Derengano que, huy sin demoler, queda en la alineaci3n oficial; en el trozo siguiente de 15 metros de longitud y por mas o menos, se remete la fachada unos cuatro metros y en el resto hasta la esquina de la calle de Hilario Penasco, el edificio est3 remetido dos metros. En cambio en el plano de planta de los pisos 1.º, 2.º, 3.º y 4.º y siguientes la fachada a la calle del Derengano se representa remetida dos metros de la alineaci3n oficial, a excepci3n de la parte correspondiente a la casa n.º 40 de Mesnue Romanos.

En el plano de fachada a la calle de Hilario Penasco se representa en perspectiva la del Derengano y segun ella el nuevo edificio constar3 por esta calle de planta baja, y tres pisos superiores, dej3ndose de representar la parte que corresponde a la casa n.º 40 de la calle de Mesnue Romanos que figura en planta baja y seis pisos mas en la secci3n transversal



REFORMA

DE LA

PROLONGACIÓN DE LA CALLE DE PRECIADOS

Y ELIJE DE LA PLAZA DEL CALLAO

CON LA CALLE DE ALCALÁ

Inspección facultativa municipal.

plano nº 36.

En el plano de fachada de la calle del Desengano, se ha suprimido la representación de la casa nº 40 de la calle de Mesones Romanos, ignorándose como quedará, pues en el plano de fachada a la calle de Mesones Romanos en que aparece esta finca, se acota un piso de 3'24 m. de altura en armaduras, que no puede tener aplicación.

En la sección transversal, los grandes almacenes tienen por la calle del Desengano un entresolado con dos metros veinte centímetros de altura.

Por último la superficie de la casa nº 40 de la calle de Mesones Romanos tanto mencionada, no hay forma de determinarla, porque varía según los planos, no ajustándose en representación en planta con el alzado a la calle de Mesones Romanos.

Con todas las deficiencias que quedan dichas es imposible formar juicio exacto de lo que se pretende construir, y esto me impide, como digo al principio, informar en concreto sobre el particular.

Como ya tienen conocimiento los in-

terosados, de estas deficiencias contenidas en el proyecto y no hay forma de que se aclaren, lo pongo en conocimiento de V.E. en vista de que la construcción sigue avanzando; permitiéndome, por último, llamar su superior atención respecto a la presentación de los planos, copias sobre telas, sin apresto de ningún género, que dificultan el examen detenido de ellos y que dejan la duda de la permanencia de los trazos en el ejemplar que ha de conservarse en el Archivo del Ayuntamiento.

V.E. sin perjuicio de lo expuesto, resolverá lo que mejor proceda.

Madrid 13 de octubre de 1921.

José López Sallaberry



L.º

920/

22 Octubre 1921

Requiere al facultativo director de las obras a los efectos que se indican en el procedimiento referido.

J. Calles



L.º

920/



AYUNTAMIENTO DE MADRID

SECRETARÍA

NEGOCIADO

Se remite alacorde del Distrito del
Centro. Agosto 6 de 1924

Presentados por D. Fernando Anara-
gante, arquitecto director del adifi-
cio en construcción de la Sociedad
"Madrid Paris", sito en la calle de
Pi y Suñer, los nuevos planos del
indicado edificio, el Excmo. Sr. Al-
calde Presidente por decreto de hoy
se ha servido disponer quede sin
efecto la orden de suspensión de
los obras de construcción del re-
petido edificio.

Dios D.^a = J. A. del Sr. Secretario =
El Oficial Mayor = J. Arizaga.



AYUNTAMIENTO DE MADRID

SECRETARÍA

REGOCIADO

Dígame: En el día de la fecha y previo requerimiento que al efecto se le hizo, comparece don Teodoro Anasagasti, justificado del informe del Inspector facultativo Municipal relativo a la construcción del edificio de la Prisión "Madrid-Tenis", manifestando que, a la mayor urgencia, presentará los nuevos planos reformados en las condiciones que se expresan en el presente informe.

Y para Permitirle firmar como el Jefe del Regociado en Madrid a 25 de Abril 1921.

Teodoro de Anasagasti

21 Diciembre de 1921

Con los nuevos documentos presentados vuelva a informe de la Inspección facultativa de la Reforma de la prisión de la calle de Preciados y sus anejos.

B. A. del Sr. Alcalde

El 1.º Jefe

F. Álvarez Villanueva

Ayuntamiento de Madrid

3254

22-9

920

Excmo. Sr. D.

Presentada de nuevo la documentación necesaria para informar la licencia de construcción del edificio que la sociedad "Madrid-París" está construyendo en la calle de Pi y Margall con destino a grandes almacenes y cubiertas todas las deficiencias que contenían y que han impedido informar este expediente a su debido tiempo como consta en el dictamen que obra en el mismo y que emití en 13 de octubre último, debo manifestar a V. E. que la construcción de esta finca representa un caso excepcional entre todas las comprendidas en la reforma urbana denominada vulgarmente "La Gran Vía".

En solar se compone del que constituye la manzana K del proyecto de reforma urbana al que se han unido los solares de las casas demolidas que están señaladas con los n.ºs 19, 21 y 23 de la calle del Desengaño y el de la n.º 40 de la calle de Desencuentro Romano, fincas que fueron adquiridas por la sociedad constructora para completar la manzana comprendida entre las calles de Pi y Margall, de Hilario Penasco, Desengaño y Desencuentro Romano; y digno completar la manzana porque la casa



REFORMA

DE LA

PROLONGACIÓN DE LA CALLE DE PRECIADOS

Y RELACE DE LA PLAZA DEL CALLAO

CON LA CALLE DE ALCALÁ

Inspección facultativa municipal.

✱

N.º 42 de esta última vía y 25 de la del Desengano, que es la única que resta, pertenece también a dicha Sociedad, aunque no la han demolido totalmente conservando sus fachadas.

De esta combinación resulta que el solar del proyecto, que mide una superficie de 2,850'82 metros cuadrados, goza de todas las excepciones concedidas a la reforma urbana; no precediendo lo mismo a las superficies de las casas adquiridas por la Sociedad "Madrid-País" que no corresponden a la zona de la reforma.

Por esta causa, en su día fué necesario proceder al acto de la tira de cuerdas marcando las alineaciones oficiales correspondientes a la calle del Desengano, y resultó de esta operación que se expropiaron 64'73 metros cuadrados que pertenecían a las casas n.ºs 19, 21 y 23 de esta calle. A la superficie expropiada hay que añadir la de 62'70 metros cuadrados que no construye la Sociedad y que deja en una faja de dos metros de ancho como ensanche de vía pública para facilitar el acceso y la carga y descarga de toda clase de

efectos a los futuros grandes almacenes; de manera que siendo 1.033'26 metros cuadrados la superficie que ocuparon las mencionadas casas, descontando los 127'43 metros por los dos conceptos ya mencionados, la superficie edificable de esta procedencia será de 905'83 metros cuadrados que multiplicados por cinco plantas, dan un total de 4.529'15 metros cuadrados, de abono para la licencia de construcción, a lo que hay que añadir aun 425'00 metros cuadrados de la casa n.º 42 de la calle de Mesmero Romano y Derengano 25, multiplicados por seis plantas, o sean 2.650 metros, ya que esta finca interiormente se transforma en absoluto.

Para el pago de derechos, la calle es de tercer orden de la primera zona.

La edificación debe sujetarse a las siguientes prescripciones:

Primera = Las obras se llevarán a cabo con estricta sujeción a lo expresado en los mencionados planos y memoria y serán dirigidas por facultativo legalmente autorizado, el

cual, además de cumplir todos los artículos de las Ordenanzas municipales que sean pertinentes, adoptará en la formación de andamios y marcha de los trabajos, las medidas de precaución necesarias para evitar desperdicios a los operarios y molestias al tránsito público.

Segunda. = El reparto de alturas, dada la índole especial del edificio, y la general del mismo, serán las acostadas en los diferentes planos de alzados.

Tercera. = Respecto a salientes y huecos, se tendrá en cuenta lo prevenido en el artículo 73 del Pliego de condiciones facultativas aprobado por Real orden de 26 de agosto de 1909 y las concordantes de las Ordenanzas municipales.

Cuarta. = La instalación de los servicios de retretes, bajadas y sumideros, cumplirán todas las prescripciones impuestas por el Bando de 5 de octubre de 1898 y demás disposiciones complementarias sobre salubridad e higiene de edificios de nueva planta; y la acometida a la alcantarilla de la calle

de Pi y Margall se efectuará en sujeción al modelo y disposiciones que facilite esta Inspección municipal. Así mismo será obligatoria la instalación de dos tubos destinados exclusivamente a la ventilación de la alcantarilla general, que tendrán 15 centímetros de diámetro interior; y el cumplimiento de los procedimientos modernos en materia de chimeneas fumíferas.

Quinta = Por lo que se refiere a la instalación de ascensores y montacargas, se cumplirá lo que determinan los artículos 747 al 758 inclusive de las mencionadas Ordenanzas.

Sexta = Es obligatoria la colocación de los ganchos y barandillas de seguridad a que hacen referencia los artículos 744, 745 y 768; y también la instalación de focos de luz de suficiente potencia en las fachadas sobre los huecos de entrada, según determina el artículo 745.

Séptima = Al frente de las fachadas



REFORMA

DE LA

PROLONGACIÓN DE LA CALLE DE PRECIADOS

Y DELACÓ DE LA PLAZA DEL CALLAO

CON LA CALLE DE ALCALÁ

Inspección facultativa municipal.

W

Modelo número 124.

y paralelamente a las mismas, a la distancia de dos metros, se colocarán vallas de madera, solidamente construidas, que tendrán por lo menos dos metros de altura.

Octava = En cuanto no queda prescrito anteriormente, se tendrán muy en cuenta los artículos de las repetidas Ordenanzas aplicables a la edificación de que se trata; y dada la altura excepcional de esta, no prevista en aquellas, queda obligado el propietario a enfocar o guarnecer todos los lienzos de pared visibles desde la vía pública decorándolos convenientemente.

N. E. en vista de lo expuesto, resolveré, como siempre, lo más acertado.

Madrid 8 de junio de 1922.

José Saura Sallabauer

22 10 Junio 1922

Informe la Junta Técnica de Salubridad e Higiene.

3254

225-9

920



Ayuntamiento de Madrid

Excelen-

Ísimo Señor.

Vistos los documentos técnicos adjuntos, esta Junta no encuentra inconveniente en que se autorice la edificación proyectada, debiéndose hacer constar en la licencia que al efecto se expide: que han de cumplirse estrictamente las prescripciones contenidas en el Bando de 5 de octubre de 1898 e Instrucciones complementarias para su aplicación, teniendo en cuenta que debe establecerse el tubo de ventilación general de atarqueas, con entera independencia de la ventilación parcial de los aparatos de retrete, constituida por injertos horizontales desde las ordes que al efecto tienen las tasas de estos aparatos, no utilizándose para ninguna de las dos, las bajadas de aguas pluviales.

Madrid, 12 de junio de 1922.



L.º



dió 14 de Junio de 1922

Informe al Sr. Ingeniero de servicios
eléctricos.

[Signature]



3254

225-A

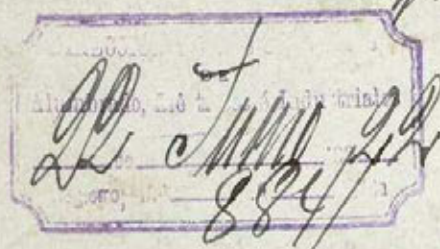
920

[Signature]

Examinado detenidamente este expediente y visto que se hallan en el periodo de obras, tengo el honor de manifestar a V. E. que los únicos asuntos que compete informar a esta Dirección respecto de este expediente son las instalaciones de ascensores y caberas. Para ello, es necesario, que cuando se determinen las clases de aparatos que hayan de instalarse presente el interesado planos y memoria por dup.^o relativos a dichos servicios autorizados por los técnicos que para cada caso determinan las Ordenanzas municipales vigentes.

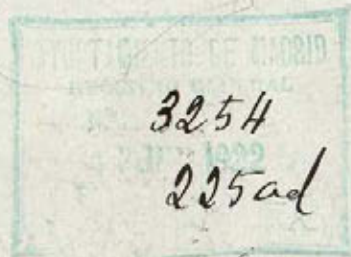
debiendo tener especial cuida-
do que los ascensores que vayan
colocados por hueco de escalera
tendrán que distar de la barandi-
lla de la misma por lo menos
0,40 mts y caso de no darse
dicha distancia se cubrirá
dicha barandilla con tela me-
tálica muy tupida a una
altura de 1,70 mts a partir del
borde anterior del escalón y una
vez terminadas las obras presenta-
rán los certificados de prueba y se-
guridad correspondientes.

Madrid 22 de Junio 1922



El Ingeniero de Ascensores e Industrias

Juan Pradillo



3254

225ad

(920)

H^e



AYUNTAMIENTO DE MADRID

SECRETARÍA

NEGOCIADO

- Informe del Negociado -

Vos informos licencias emitidos durante la tramitación de este expediente conviene la concesión de la licencia de construcción solicitada por la Sda "Madrid-Pais", por el Negociado se cree en el deber de aconsejar que, según aparece del informe emitido por el Sr. Arquitecto respecto facultativo de las obras de Reforma de la Protracción de la calle de Preciados y sus enlaces, la fachada del edificio que ha de enfrontar con la calle del Descargadero no se ajuste a la alineación oficial, sino que se adelanta dos metros de dicha línea con objeto de ensanchar la vía pública para facilitar el acceso de carga y descarga de toda clase de efectos a los futuros grandes almacenes.

Tratándose de una cuestión de carácter técnico el Negociado carece de competencia para apreciar las ventajas e inconvenientes que puede ofrecer esta ampliación de la vía pública, limitándose a consignar el hecho para que se tenga en cuenta al formularla oportuna propuesta.

En perjuicio de no haber en su día lo que por el procedimiento en relación a los permisos de ascensores y calificación, ayes instalaciones habrán de ajustarse en un todo a lo que determinen las disposiciones vigentes y condiciones que rija el Regimiento. En informe, el Negociado debe hacer constar que por tratarse de una

construcción enplazada en terrenos procedente de la
reforma urbana anteriormente indicada no están su-
jeto al pago de arbitrios con arreglo a lo que determina
la ley de 18 de Mayo de 1895, de Replanteo de 15
de Dic. de 1896 dictada para aplicación de aquella
y el pliego de condiciones de la contrata de los mismos;
pero habiéndose agregado en dichos terrenos otros procedente
del dominio de las fincas n.º 19-21, 23 de la calle del
Duc de Guano, que carecen de aquellos beneficiarios, la li-
cencia de construcción habrá de ser otorgada libre de
derechos por lo que se refiere a las superficies de terrenos
procedente de la repetida reforma urbana debiendo su-
tersarse los que correspondan a las superficies de ter-
renos procedentes de las fincas de la calle del Du-
que, así como las de las obras de reforma de la finca
con el número 23 de esta última calle y Numero
Romano 42 en la forma que se detalla en el informe
de la Inspección facultativa.

De la tina de nuevas practicas para
el replanteamiento de alineaciones correspondientes
a la calle del Duque ha resultado una expro-
piación, con destino a vía pública, de 64.73
m² que al precio de 257.60 ptas importan
16.674.45 ptas que habrán de ser abonadas a
la Sociedad "Madrid-Taxis", a cuya laboración
Ayuntamiento de Madrid

En feitura de la conformidad de los acuerdos y representante
legal de la misma.

Madrid 3 julio 1922.
J. Zubizar

3 julio 1922
Excmo. Sr. D. Emilio de Alcalá
Zuñiga

3 julio 1922.
Dirección de Comisión 4ª. Fomento.

El Conde del Valle de Sueses

Señores
Alfaro
Flores Valls
Ca. Cortés
Julian
Martín
Rodríguez
J. Ferrero

En Comisión 4^a - 2^a citación.

Se acordó que pase a posesión del
Aytor Jaur de los Herreros.

Madrid 12 de Julio de 1922.
El Vicepresidente.

Francisco Antonio
Jaur

17 - Julio - 1922 -
Cumplare lo acordado por la Comisión.

Verdiz

3254

225 a

920



AYUNTAMIENTO DE MADRID

PRESIDENCIA

Sres de la Comision 4^a

El expediente que motiva la presente del que surte se refiere a la concesion de licencia para construir un edificio destinado a alumnos de la Sociedad "Paris Madrid" en la manzana limitada por las calles de Pi y Margall, Meneses Romanos y Serengano.

La parte referente a la licencia de obra ha seguido todos los tramites necesarios y ha sido informada favorablemente por el Arquitecto Municipal, por el Secretario de la Junta Consultiva y por el Ingeniero Industrial, no existiendo por tanto inconveniente alguno para que sea concedida.

La parte que se refiere al pago de derechos esta perfectamente aclarada en el informe del Jefe del Negociado al decir que debera enterarse libro de derechos la superficie procedente de la Manada "Gran Via" y debera abonar los que correspondan al terreno tocado de las casas limitadas de las calles del Serengano y Meneses Romanos que en pertenencia

a dicha reforma urbana.

Por último se solicita remover la fachada del edificio de la Sociedad "Paris Madrid" sito entre por la calle del Arzobispo, y produciendo esto un ensancharamiento en dicha vía, entendiéndose que puede autorizarse esta alineación, siempre que no abuse el Ayuntamiento el terreno que se deja por este concepto para vía pública, y que se grave la casa contigua por la calle de Arzobispo con la obligación de remover también a la nueva línea en el acto en que se solicite hacer en ella la mas pequeña reforma.

Madrid 9 de Noviembre 1922

Quinto de la Comisión Juan Antonio

Señores
Alfaro
Navarro
Flores Valles
Yndurain
Vizoli
Ja Cortés
Dion Agero

En Comisión 4^a - 2^a citación.

Se acordó proponer al Excmo. Sr. Alcalde que como trámite previo a la concesión de la licencia (que) se requiera al propietario de la casa colindante por la calle del Arzobispo, a efectos de lo propuesto en el precedente dictamen de la Comisión.

Madrid 11 de Noviembre 1922
El vicepresidente.

Juan Antonio
Ayuntamiento de Madrid

18- Noviembre - 1.º de
Cumplare lo acordado por la Comisión.

Luis

3254

225ad

HC

(920)

46
AYUNTAMIENTO DE MADRID
REGISTRO GENERAL
N.º 167
25 ENE 1923
FOLIO 4254
ENTRADA



EXCMO. SEÑOR



Requerida la Sociedad Anónima "MADRID-PARIS", en cuyo nombre dirijo a V.E. el presente escrito, para que se personara en la Sección Administrativa de las obras de la Gran Vía, a los efectos de conocer el acuerdo de la Comisión de Obras, respecto de las que dicha Sociedad tiene en ejecución en la manzana K de la Avenida de Pi y Margall y calle del Desengaño, con vuelta a las de Hilario Peñasco y Mesonero Romanos, ha examinado el expediente instruido y la propuesta de la Comisión relativa a la tasación de la zona expropiada para el ensanche de la calle del Desengaño; sobre la situación de la superficie que resulta de remeter la edificación por la calle del Desengaño y las condiciones para obras futuras en la casa nº 25 de la dicha calle.

Expropiación. La superficie expropiada por el Ayuntamiento para el ensanche de la calle del Desengaño ha desmembrado la propiedad de la Compañía "MADRID-PARIS" en una superficie de 64,73 m². que valora el Ayuntamiento a 257,60 Pts. el m². sumando el precio de la expropiación 16.674,45 Pts.

No encuentra equitativa la tasación municipal la entidad que represento, porque sin pretender el reintegro de las sumas proporcionales invertidas en la adquisición de las fincas de donde se ha segregado la parcela expropiada, el costo del solar, procedente de la manzana K colindante con el de que se trata es muy superior al que el Ayuntamiento ofrece. Se está, pues,

el el caso de oponer, conforme previene la ley de Expropiación forzosa, a la tasación del Ayuntamiento la del Arquitecto de esta Sociedad, para que se tramite en forma la indemnización, no con la esperanza de que sea completa sino para aminorar algo el quebranto que se nos infiere.

Zona resultante de haber remetido el edificio. En la fachada del edificio por la parte de la calle del Desengaño se vió obligada la Sociedad "MADRID-PARIS", por ser demasiado estrecha y defectuosa la citada calle, a remeter la construcción dos metros desde la línea de la calle, resultando un espacio de 62,70 m².

La propuesta de la Comisión es de que la Sociedad "MADRID-PARIS" ceda gratuitamente al Municipio esa superficie y que, cuando haga la menor reforma en la casa n^o 25 de la calle del Desengaño, remeta la fachada de esta, también dos metros con relación a la alineación de la calle. Esto es, que de momento el Municipio ganará para la vía pública 62,70m² y la posibilidad de otro acrecimiento de terreno para el provenir. Todo ello sin la menor compensación.

No puede negar la Compañía "MADRID-PARIS" que al hacer el proyecto dejando libre de edificación esa zona atendiera a las necesidades de un negocio de importancia procurando ensanchar la torcida calle del Desengaño, pero debe hacer constar que jamás pudo llegar a pensar que el hecho de no construir supusiera la enajenación gratuita de su propiedad indiscutible.

Tan es así que sobre el solar y el futuro edificio concertó una operación hipotecaria, gravando con derecho real el suelo y el vuelo de ese terreno.

Pero aparte de esta cuestión debe poner de manifiesto la Sociedad "MADRID-PARIS", que tal y como se ha construido su edificio la calle gana con un ensanche mayor que el calculado, en beneficio del interés general, y del Ayuntamiento que le representa. Merced a esa circunstancia puede adquirir el Municipio el uso de un terreno de propiedad particular, que le sería negado si insistiera en la cesión del dominio de toda la zona, o sea una donación que representaría de momento para la Sociedad un gasto superior a 60.000 Ptas.

No conviene, pues, a juicio de la Sociedad "MADRID-PARIS" mantener la propuesta de la Comisión. Ello llevaría a la Sociedad a cerrar su dominio, perdiéndose por una discusión estéril de principios, el beneficio al interés general y la iniciativa de "MADRID-PARIS".

Sin mengua alguna de los derechos y facultades del Ayuntamiento, la solución resulta fácil y no es otra que el convenio entre ambas partes, reconociendo la Sociedad "MADRID-PARIS" el establecimiento de una servidumbre de paso por esa zona y en el sentido de la calle del Desengaño, que podrá terminar por el cerramiento del terreno, cuando lo estime conveniente el dueño del mismo, y a su vez, el Ayuntamiento, en nombre del interés local, declarando el compromiso a urbanizar y conservar ese trozo de calle como formando parte de la del Desengaño, mientras la servidumbre exista y no perturbando jamás el derecho de dominio de la Sociedad.

De hecho el resultado será el mismo, si bien la defensa del derecho de propiedad obliga a la Sociedad "MADRID-PARIS" a formular esta proposición.

Y por lo que hace a la casa nº 25 de la calle del Desengaño, la situación será la misma y las alegaciones indicadas le serán aplicables en su día, dependiendo de lo que ahora se resuelva lo que haya de hacerse más Ayuntamiento de Madrid

adelante.

Aplicación de la ley de 18 de Marzo de 1895 a toda la manzana. Sabe V.E. que la obra que tiene en construcción la Sociedad "MADRID-PARIS" se alza sobre la manzana K. de los terrenos procedentes de la concesión de la Gran Vía, realizada al amparo de dicha ley, y los solares de las casas nº 19, 21 y 23 de la calle del Desengaño y 42 de la de Mesonero Romanos, utilizándose también la casa nº 25 de la calle del Desengaño. Es decir, que la manzana entera, propiedad de "MADRID-PARIS", construye un solo edificio, con unidad de explotación en manzana aislada totalmente, con fachada a cuatro calles. Caso único en la llamada Gran Vía y que se sale del criterio con que se procede generalmente a la aplicación de la susodicha ley.

Es verdad que antes de vender los solares y divididos estos, de forma que en la manzana K había varios, no podía menos de seguirse literalmente a la ley. Pero aprovechada toda la manzana, con unidad de edificio y de explotación, el espíritu y aún la letra de la ley, obligan a que se considere todo el edificio comprendido en las ventajas del art.13.

En este sentido lo ha solicitado del Excmo. Sr. Ministro de la Gobernación la Sociedad "MADRID-PARIS".

Estima que la demanda no puede ser más justa y supone que ese Ayuntamiento informará en tal sentido, asintiendo a la conveniencia de la concesión, que no perjudica ningún interés y será equitativo estímulo para industria que ha de prestar ventajas al vecindario y que por de pronto

Ayuntamiento de Madrid

to contribuye al hermoseamiento de la capital con un edificio considerable.

Aparte de esto, la Sociedad "MADRID-PARIS" no tendría inconveniente en renunciar a la indemnización por la expropiación de los 64,73 m². para la alineación de la calle del Desengaño y a ceder sin reserva alguna el trozo de 62,70 m² procedentes de haber remetido el edificio, comprometiéndose a lo propio al reconstruir la casa n° 25 de la calle del Desengaño, siempre que sea resuelta favorablemente la instancia al Ministerio de la Gobernación.

En resumen, la Sociedad "MADRID-PARIS" mediante el presente escrito manifiesta su parecer respecto de la propuesta de la Comisión de Obras, en las siguientes conclusiones:

1°.- Protesta contra la tasación de 257,60 Ptas. por metro cuadrado asignada a los 64,73 m². de la expropiación hecha para la alineación de la calle del Desengaño, reservándose el derecho de tramitar la oposición en forma legal.

2°.- Muestra su disconformidad con la cesión gratuita de los 62,70 m². resultado de haber remetido el edificio 2 m. en la calle del Desengaño, proponiendo constituir una servidumbre de paso sobre esa zona en los términos y condiciones expuestas.

3°.- Pone en conocimiento del Municipio su propósito de solicitar del Ministerio de la Gobernación que se amplien los beneficios de la ley de 18 de Marzo 1895, a toda la manzana ocupada por el edificio de la Sociedad, y ofrece, caso de ser favorable la resolución, a renunciar a la indemnización por expropiación en su caso, y a ceder gratuitamente el terreno de la calle Desengaño, sobre el cual propone la constitución de la servidumbre.

Dios guarde a V.E. muchos años.
Ayuntamiento de Madrid

Madrid 19 de Enero de 1923.

J. G. G. G. G.

En Comisión 4^a = 2^a citación.

Señores
Alberca
Duque del Arco
Nicolí
Fueba
Muro
Silva
Ab. Herrera
Dña. Agero.

Se acordó que pase a ponencia
del Vocal Sr. Juan de los Ba-
rreros.

Madrid 31 de Enero de 1923.

El vicepresidente.

Juan de los Barreros

31 Enero - 1.923.

Cumplase lo acordado por la Comisión.

J. G. G. G. G.



EXCMO. SR. ALCALDE PRESIDENTE DEL AYUNTAMIENTO DE MADRID.

Estudiado el escrito que presenta la Sociedad " Madrid París " y sometido al dictámen del que subscribe, he de hacer presente lo siguiente :

1º - Considero equitativo el precio de 257,60 pesetas el metro cuadrado de solar expropiado en la calle del Desengaño (20 pesetas el pie cuadrado) . Sin embargo no puede negarse al propietario el derecho de oponerse á esta tasación conforme previene la Ley de expropiación forzosa .

2º - El remeter la fachada de la calle del Desengaño, 2,00 metros de la alineación oficial, ha sido efectuado libremente por la Sociedad " París Madrid " y por su propia conveniencia . Tenía derecho el Ayuntamiento á obligarle á que cerrase con verja su terreno en la alineación oficial, pero considerando que si bien el dejar esa zona de 2,00 metros es beneficioso para el buen servicio de carga y descarga de efectos de los futuros almacenes, no perjudica nada el interés público, por cuanto aumenta el ancho de la calle, la Comisión de Fomento acordó y yo me ratifico en este acuerdo, el consentir la línea de fachada en la nueva alineación que la Sociedad " París Madrid " le ha dado, y el considerar la parcela de 2,00 metros como propiedad municipal libre de todo gravamen . Y en el caso de que esto no sea posible, entiende el que subscribe que no debe accederse á lo solicitado en la segunda conclusión del escrito anterior, por el precedente que sentaría, debiendo entonces hacerse verja en la alineación oficial . Lo mismo se hace constar para en su día, respecto de la casa númº 25 de la calle del Desengaño .

Acerca de la 3º - conclusión referente al propósito de solicitar del Ministerio de la Gobernación que se amplien los beneficios de la Ley de 18 de Marzo de 1.895 á toda la manzana, nada puede resolver el Municipio, sinó únicamente darse por enterado .

Es cuanto tiene que manifestar el que subscribe en este expediente sometido á su ponencia .

Madrid 29 de Marzo de 1923 .

Luis S. de los Rios

En Comisión 4.^a = 2.^a citación.
Se acordó que quese sobre la mesa.
Madrid 4 de Abril del 923.
El Vicepresidente.

Juan Antonio

Señores
Alberca
S. Berrero
Luis
Cordero
Silva
Navarro
Flores Valles
Joaquín Juncos

En Comisión 4.^a = 2.^a citación.

Trada cuenta del precedente dicta-
men de la prouencia, fue aprobado;
acordándose en consecuencia rati-
ficar el acuerdo de 15 de Noviem-
bre último y proponer al Excmo.

Señor Alcalde que se requiera
nuevamente a la Sociedad solicitante para
que, en el plazo que se le señale, opte
por una de las soluciones propuestas.

Madrid 11 de Abril del 923.
El Vicepresidente.

Juan Antonio



Madrid 17 de Abril de 1923

AYUNTAMIENTO DE MADRID

PRESIDENCIA

Conforme con lo propuesto por la
Comisión, requiriese al representante
de la Sociedad Madrid - París,
para que en el plazo de ocho días
opte por una de las soluciones propuestas.
Fdo.

J. A.



AL



A.6.054.832*

El que suscribe, en nombre de la Sociedad Anónima "MADRID-PARIS", de la que es Consejero Delegado, comparece en el expediente instruido con motivo de la construcción de un edificio para los Grandes Almacenes de la expresada Sociedad, que han de abrirse en la parte de la Gran Vía, denominada Avenida de Pi y Margall nº 6, y manifiesta a V.E.

Que le ha sido notificado el acuerdo de esa Alcaldía, conformándose con la propuesta de la Comisión de Obras, y ratificando: 1º la tasación del terreno expropiado en la calle del Desengaño; 2º requiriendo a la Sociedad para que ceda en la citada calle la zona de 2 metros o coloque una verja y 3º inhibiéndose respecto del expediente instruido a instancia de esta Sociedad para que se comprenda el edificio en su totalidad en la Ley de 18 de Marzo de 1895.

Que sin oponer reparos a ninguno de los acuerdos propuestos por la Comisión y aceptados por V.E., interesa hacer constar que al ceder al Ayuntamiento la Sociedad "MADRID-PARIS" la zona de 2 metros en la calle

Que sin oponer reparos a ninguno de los acuerdos propuestos por la Comisión y aceptados por V.E., interesa hacer constar que al ceder al Ayuntamiento la Sociedad "MADRID-PARIS" la zona de 2 metros en la calle

del Desengano para ensanchar esta vía pública, ha de quedar bien sentado que los Grandes Almacenes utilizarán esa parte de la vía pública para su servicio sin limitación de ninguna clase, puesto que esta condición se halla consignada de modo expreso en la propuesta de la Comisión de Obras, que dice literalmente que "al dejar esa zona de 2 metros es beneficioso para el buen servicio de carga y descarga de efectos de los futuros almacenes y no perjudica en nada el interés público por cuanto aumenta el ancho de la calle".

Con las anteriores manifestaciones suplico a V.E. que tenga por evacuado el trámite de notificación, constando en el expediente, a los efectos oportunos, cuanto se deja expresado en este escrito.

Dios guarde a V.E. muchos años.

Madrid 26 de Septiembre de 1923.

J. Ammer

Señores

Perer Jarcia

Alonso Brocas

Muñoz Hortalano

Pardo

Procura

Rodriguez (D.)

Rodriguez (M.)

En Comisión f.^a

Se acordó que puse a los Señores
Letrados Consistoriales para que
procedan a redactar las condi-
ciones que han de servir de
base para la concesión.

Madrid 3 de Octubre del 923.

El Vicepresidente.

Glemente Perer

9. Octubre 1923.

Cumplase lo acordado por la Comisión.

Mecer



9 de Octubre 1923

Se remite para su despacho al Sr. D. Alonso Brocas.





AYUNTAMIENTO DE MADRID

SECRETARÍA

NEGOCIADO

Excmo Señor

Concretando los terminos en que en la actualidad se halla el expediente seguido a virtud de la licencia solicitada por la Sociedad "Madrid-Paris" para construir un edificio destinado a almacenes en la manzana limitada por las calles de Pi, Margall, Meronero Romanos y Desengano, para de este modo venir el presente dictamen a terminos concisos, resulta que en 15 de Noviembre de 1923 la Comisión 4.^a acordó como tramite previo a la concesion de licencia proponer a V. E. ^{hacer el oportuno requerimiento} a los efectos establecidos en la ponencia del Sr. Sainz de los Terreros que en concreto indicaba haberse tramitado la licencia de obras en la forma acostumbrada y estar favorablemente informadas, haberse tambien acordado y delimitada la parte del edificio que se halla exenta de pago de derechos a virtud de estar comprendida en la zona afecta a las obras denominadas vulgarmente "Gran Vía," y cual otra debería abonarlos por no adueñarse a ella la exención establecida en las leyes, y por último que podria accederse a que la Sociedad "Madrid-Paris" remetiese en edificación dos metros por la calle del Desengano, siempre que el Excmo Ayuntamiento no abonara suma alguna por este concepto, al ensanchar la via pública, y que se grave la casa

Ayuntamiento de Madrid

contigua por la calle del Desengaño con la obligación de remeterse tambien a la misma linea en el acto en que se solicita en ella la mas pequeña reforma.

El que se dice representante de la Sociedad aludida, en 19 de Enero del año actual, presenta instancias, reclamando el precio asignado por el Excmo Ayuntamiento a una superficie expropiable, que resulta de la tiras de cuerdas, y que no se refiere a la parcela de que con anterioridad se hizo mérito, reservándose el derecho para oponerse en orden legal. Vniéndose que existia un medio de avenencia, cediéndose con efecto una referida parcela de 2 metros de ancho, no expropiable gratuitamente, asi como la que resulte de la casa número 25 de la calle del Desengaño, estableciéndose en cambio una servidumbre de paso sobre la via pública, y en el terreno indicado a favor de la Sociedad "Hacienda Paris" cediéndose ese terreno cuando lo estime conveniente el dueño del mismo, y comprometiéndose el Excmo Ayuntamiento a urbanizar y conservar ese trozo de calle como formando parte de la del Desengaño mientras la servidumbre exista y no perturbando jamas el derecho de dominio de la Sociedad.

Del mismo modo expresa el solicitante que interesado del Ministerio de la Gobernacion se declare exento de pago a efecto de tributos en forma legal, todo el edificio, por ser uno solo, declarando en la zona exenta y en la que no se considera como tal.

Encomendante y en 29 de Marzo informa al Concejal D.
Sainza de los Terreros exponiendo: 1º Que aun siendo equita-
tivo el precio de la expropiación, no puede negarse al propie-
tario el derecho de oponerse al señalado por los trámites legales;
2º Que al remeter la fachada por la calle del Desengano lo hace
la Sociedad "Madrid-Paris" por su conveniencia y podría el Ayun-
tamiento obligarle a cerrar ese espacio con verja en la alineación
oficial, pero como no sufre perjuicio el interés del Municipio
la Comisión de Fomento habría acordado consentir la nueva
alineación de la calle, libre de toda carga o gravamen y como
fuera posible no debe accederse a lo pedido por las Sociedades
Madrid Paris; 3º Que en cuanto a la solicitud de exención debe
claramente el Ayuntamiento darse por enterado.

Aprobada la ponencia, por la Comisión en 11 de Abril
siguiente, se acuerda nuevo requerimiento para que la So-
ciedad solicitante opte por una de las resoluciones propuestas; y
V. E. movió su conformidad con el acuerdo relacionado por
decreto del día 11, cumplimentándose seguramente y en 26 de
Septiembre último, se presenta instancia en nombre de la
Sociedad Madrid Paris, significando que al ceder al Excmo
Ayuntamiento la zona de 3 metros en la calle del Desenga-
no para ensanche de vía pública, ha de quedar bien senta-
do que los almacenes utilizarán esa parte para su servicio
sin limitación de ninguna clase, y para lo expuesto se han
en la propuestas de la Comisión de obras que transcribe

en un entrecornillado.

La Comisión acordó en 3 de Octubre que por los Letrados Consistoriales se proceda a redactar las condiciones que han de servir de base para la concesión y V. E. por decreto del día 5 de igual mes, ordenó el cumplase lo acordado por la referida Comisión, habiendo correspondido en turno al infrascrito el honor de emitir dictamen.

Al cumplimentar lo dispuesto por V. E. intenté hacer respetuosamente algunas observaciones con el fin de llamar la atención acerca de obstáculos jurídicos que se oponen en humilde sentir del infrascrito, a la redacción de bases, porque se trata de un problema realmente difícil y que por lo mismo exige algún determinimiento en su resolución. Habrán de tratarse por tanto en forma separada cada uno de los extremos aludidos.

- 1.º Adviertese que en las actuaciones no existe acreditada la personalidad del solicitante como Conserje Delegado de la Sociedad "Madrid Paris", y mucho menos que pueda tener por la escritura social, atribuciones, para contratar con el Excmo Ayuntamiento, ya que el caso actual es algo mas que una sencilla solicitud de licencia de construcción, porque en trátase un contrato de carácter civil entre el Municipio y la Sociedad referida, y hasta en buenos principios de derecho, no un contrato, sino varios, en cuanto se trata de algo que se parece a la compraventa, y no lo es por razón de no



AYUNTAMIENTO DE MADRID

SECRETARÍA

NEGOCIADO

existir precio, art. 1545 del Código Civil, de algo que se asemeja a una permuta art. 1538, y en realidad por parte del Excmo Ayuntamiento, se entregan derechos y no cosas; diéndose el caso raro de que lo entregado por la Sociedad, lo es con reservas de volver a reintegrarse en el dominio y desnaturaliza en su virtud la forma del convenio; de arrendamiento mucho menos y sin embargo algo existe de esa categoría; de censo temporales en sus tres distintas categorías de conguativo, reservativo y enfiteutico, por que falta el precepto de pensión, aun cuando se sujeta el inmueble cedido para via pública sin que en realidad lo sea a gravamen que no es periódicamente de carácter económico; del préstamo en el aspecto de comodato, por que el Excmo Ayuntamiento habria de reintegrar en el dominio a la Sociedad cedente, la parcela, segun se expresa en la instancia del dia 19 de Enero de 1923 no reformada por la del 26 de Septiembre ultimo, ya que esta tiene un carácter de notoria ambigüedad, sino fuera habilitador obuido; y en suma de otros varios contratos como el de cesion y donacion por ejemplo tiene algo y carece de mucho lo que se pretende por la Sociedad "Madrid-Paris".

Pero en suma lo que es indudable es que el Excmo Ayuntamiento no otorgaria como Administracion expropiante un contrato; sino como persona juridica y ello no cabe, como no es dable tampoco establecer bases para expropiar en una concesion de licencia para construir un edificio, por

que esta licencia ni que es total y exclusivamente administrativa, como lo es la expropiación.

2.º Pero aun en el caso de hallarse acreditada la personalidad, y de tener eficacia las ofertas del solicitante, que en su última instancia se limita a decir, no opone reparos a las proposiciones de la Comisión, con lo cual resulta que siendo ellas alternativas ninguna acepta con la deseable claridad, porque la cesión de la parcela no expresa ni se hace abandonando para siempre el dominio, o si conforme se indicaba en la repetida instancia de 19 de Enero, debería volver al dominio de la Sociedad, cediendo en orden temporal; aun así Caerme dirá, el hecho es que el Municipio deberá urbanizar la parcela cedida, y atender a su conservación como formando parte de la calle del Dexeño, mientras la servidumbre exista, y no perturbando jamás el derecho de dominio de la Sociedad. Es decir que esto reserva un derecho dominical a su conveniencia y extensión cronológica, y el Excmo Ayuntamiento, debe llevar a cabo gastos de urbanización y conservación, como si se tratara de vía pública, para que deje de serlo según parece a la Sociedad que se ahorra toda clase de gastos, utiliza los hechos en su obsequio, y deja en suma los efectos de un pretendido contrato a voluntad exclusiva de una de las partes contratantes, cosa totalmente imposible según el Código Civil en su artículo 1256, y además se daña el caso de que la ocurrida nacidos de los términos vagos de la instancia última en relación con la

precedente, favorecería preeminente al causante de la omisión, permitiendo interpretaciones dudosas y a ello se opone el artículo 1.289 del propio Código.

3º Pero siendo perfecta la personalidad del solicitante y en el hipotético supuesto de que las proposiciones fueran dadas y el Ayuntamiento pudiera - que no puede por si mismo - aceptar para uso de vía pública una faja de terreno de dos metros y en lo futuro la de la casa número 25 de la calle del Desengaño, (por que no es expropiante, y mucho menos al dar licencia de construcción, siquiera las alineaciones por tira de murdas puedan engendrar expropiaciones y apropiaciones, cosa distinta) - al expropiar no es dable adquirir los inmuebles con cargas o gravámenes.

Entre otros preceptos legales lo prohíbe el artículo 10 de la ley de 18 de Mayo de 1895, al establecer que las expropiaciones se harán en absoluto, "esto es, con inclusión de los derechos de toda clase que afecten directa o indirectamente al de la propiedad, de modo que hecha la expropiación de la finca afectada, aquellos derechos no revivirán por ningún concepto".

Esta misma doctrina por analogía al hablar de no - es - de - gravámenes - sostiene el artículo 1.626 del Código Civil. Y se trata de caso de expropiación. No hay para que decir que si el Ayuntamiento, como expropiante no podía adquirir esa parcela con cargas de servidumbre.

bre y el derecho de retirar la finca la Sociedad "Madrid-Paris", como persona jurídica, y a consecuencia de actos administrativos, no es dable formalice contratos civiles, inmeurarios y perjudiciales a sus intereses cuando no ilegales, al devolverlos en la concesión de una licencia para construir.

Concretamente, en sentir del firmante, no puede acceder el Excmo. Ayuntamiento a utilizar para vía pública la parcela en cuestión, con servidumbres que pretenden establecerse (de paso, según se dice por la Sociedad "Madrid-Paris") y mucho menos con el derecho de reversión expresamente reservado. Tampoco es dable se adquiriera esa parcela, aun sin hallarse condicionada la adquisición, mas que otorgando contratos civiles (repararlos de la licencia de construcción que debería ser completamente normal y corriente) previa autorización en todo caso de la superioridad (Ministerio de las Gobernación) porque implica modificación de alineaciones y gastos inmeurarios de aumento de vía pública en provecho ciertamente particular de la Sociedad "Madrid-Paris".

Si el Excmo. Ayuntamiento concediera y para ello el firmante redactara bases, lo que se pretende, acceptaría donación de inmueble no con destino a vía pública al menos permanentemente, y con cargas imponibles en términos de ley ni siquiera para caso de expropiación.

De lo expuesto se desprende que todos los contratos en este sentido deberían llevarse a término por el Excmo. Ayun-



AYUNTAMIENTO DE MADRID

SECRETARÍA

NEGOCIADO

tamiento como persona jurídica, y no como Administracion
al conceder licencia para construir; y que para variar la
alineacion oficial por la calle del Desengaño, necesitaria pro-
nente cumplir los requintos establecidos en los artículos 6.º 26 y
siguientes de las Ordenanzas Municipales y concordantes de la
ley Municipal y disposiciones pertinentes que no es el momen-
to de citar. Necesaria tambien para adquirir inmuebles, vendidos
4.º No trata el infrascripto, del derecho inuestionable con arre-
glo a las leyes para oponerse la Sociedad "Madrid Paris" al
precio asignado a la otra parcela, objeto de expropiacion. Ello
es problema que deja en pie la referida Sociedad en sus insten-
cias, como lo es el de la exencion de pago de tributos por
tener en parte en una zona excluida de los beneficios de
ley de 1.895 referida concede a las edificaciones que se
en la zona exceptuada. Ello con arreglo al artículo 5.º
ley de Contabilidad del Estado de 1.º de Julio de 1.911, en
concordancia con el artículo 14 de la de 18 de Mayo de 1.911
no es posible sea concedido por el Ministerio de la Goberna-
cion y la licencia por consecuencia habra de tarifarse
de que expresen los informes de la Contaduria, Adminis-
tracion de Propiedades y Negociado 4.º de la Contaduria.
5.º El Letrado firmante comprende que su dictamen no
previsamente cumplimiento de los acuerdos que le motivan
pero se ha debido en el ineludible deber de formular las ob-
vaciones mas mas que conceden, por si V. E. en vi-

ellas reitoria el decreto en cuyo caso por obediencia debida seria
cumplido respetuosa y gustosamente, o por si juega oportuna
en opinion mas autorizada que la del infrascripto como lo
habria de ser la de cualquiera de los Letrados Conistoriales
y muy principalmente la del pleno de los mismos.

Y E. no obstante acordaria como siempre lo que
estime mas acertado.

Madrid 17 de Diciembre de 1923

Se mandado: "echando" Vale = *Ante el Jefe de la Sección de*
y vendiendo = Vale = *Contabilidad Local*

Zorilla



49

Diciembre 24.

Para el pleno de los Señores Letrados
Conistoriales.



Meoer